



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens Janvier 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 7 février 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Janvier 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quatrième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 8 et le 23 janvier 2020, comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report — Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views — January 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/4-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-34256-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

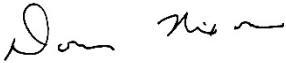
Numéro de catalogue : CP22-185/4-2020E-PDF (rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-34255-9

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications — Annexe C — Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 7 février 2020

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	Error! Bookmark not defined.
Introduction	Error! Bookmark not defined.
Méthodologie.....	Error! Bookmark not defined.
Principales constatations.....	Error! Bookmark not defined.
Nouvelles du gouvernement du Canada	4
Priorités du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor).....	4
Enjeux locaux (Sydney, Trois-Rivières, Windsor).....	6
Désaffection de l'Ouest (Winnipeg, Edmonton, Abbotsford).....	6
Tarification du carbone.....	9
Niveau zéro émission nette	12
Solutions fondées sur la nature	15
Mine Frontier (Trois-Rivières, Windsor, Edmonton).....	15
Mot-Symbole Canada (Sydney, Winnipeg, Abbotsford).....	16
 Résultats détaillés	 Error! Bookmark not defined.
Nouvelles du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Riveres, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford).....	18
Écrasement d'avion en Iran (tous les groupes sauf ceux de Windsor).....	18
Priorités du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor).....	20
Priorités mentionnées spontanément.....	20
Exercice sur les priorités.....	20
Enjeux locaux (Sydney, Trois-Rivières, Windsor).....	26
Windsor.....	26
Trois-Rivières.....	27
Sydney.....	28
Désaffection de l'Ouest (Winnipeg, Edmonton, Abbotsford).....	28
Exercice.....	28
Prolongement du réseau Trans Moutain	30
Projets de loi C-69 et C-48.....	31
Paiements de péréquation	32
Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine.....	33
Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada.....	34
Tarification du carbone (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford).....	34
Connaissance des nouvelles environnementales	34
Prix national sur la pollution.....	35
Exercice de dénomination	Error! Bookmark not defined.

Perceptions à l'égard des objectifs et des résultats de la politique	39
Zéro émission nette (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)	40
Perceptions à propos des effets de la transition	42
Changements de comportement	43
Évaluation	43
Solutions fondées sur la nature (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)..	44
Mine Frontier (Trois-Rivières, Windsor, Edmonton).....	45
Mot-symbole Canada (Sydney, Winnipeg, Abbotsford)	47
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	50
Annexe B – Guides de discussion	63

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en personne organisés entre le 8 et le 23 janvier 2020 dans six villes du pays, en Nouvelle-Écosse, au Québec, en

Ontario, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de groupes de discussion, la recherche a permis d'analyser la notoriété et les perceptions entourant une large gamme d'enjeux, souvent examinés en profondeur. Elle s'est notamment intéressée aux récents reportages sur le gouvernement du Canada dans les médias ainsi qu'à de nouvelles initiatives ou annonces fédérales dans le domaine de l'environnement, par exemple la tarification fédérale de la pollution, l'objectif « zéro émission nette » et les solutions fondées sur la nature pour combattre les changements climatiques. La recherche a également porté sur des questions d'intérêt local dans trois villes de l'Est ou du Centre du pays, en vue de dégager des problèmes précis sur le plan des infrastructures et de l'économie, ainsi que sur des enjeux et des activités propres à l'Ouest, tels que la désaffectation de l'Ouest et le prolongement du réseau Trans Mountain, dans trois villes de cette région.

Les participants se sont également prêtés à une série d'exercices qui ont varié selon l'emplacement et le thème abordé. Les participants de tous les groupes ont fait un exercice visant à cerner leurs noms préférés pour le programme de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Dans les trois villes de l'Est et du Centre, ils ont dû indiquer les grandes priorités auxquelles le gouvernement du Canada devrait s'atteler. Dans les trois villes de l'Ouest, les participants ont été invités à trouver quelques mots qui leur semblaient bien décrire les relations entre le gouvernement du Canada et leur province. Les réponses entendues dans le cadre de ces exercices ont été dûment notées et enregistrées, tout comme les discussions plus approfondies qui ont suivi.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus
- Les groupes ont été divisés selon le sexe.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion en personne dans six villes canadiennes
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à Windsor, en Ontario (le 8 janvier); à Trois-Rivières, au Québec (le 9 janvier); à Sydney, en Nouvelle-Écosse (le 14 janvier); à Abbotsford,

en Colombie-Britannique (le 20 janvier); à Edmonton, en Alberta (le 22 janvier); et à Winnipeg, au Manitoba (le 23 janvier).

- Les discussions des groupes de Trois-Rivières se sont déroulées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence d'au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l'ensemble des villes, 106 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Windsor	1	Anglais	8 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	2			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
Trois-Rivières	3	Français	9 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	4			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Sydney	5	Anglais	14 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	6			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Abbotsford	7	Anglais	20 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	5
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Edmonton	9	Anglais	22 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	10			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Winnipeg	11	Anglais	23 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	7
	12			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Nombre total de participants						106

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en janvier 2020. Sauf indication contraire, les thèmes ont été traités dans tous les groupes.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Dans l'ensemble, les participants avaient peu entendu parler du gouvernement du Canada aux nouvelles, hormis dans le contexte de l'écrasement tragique de l'avion d'Ukraine International en partance de Téhéran. La plupart des gens étaient au courant de l'événement et de la réponse du gouvernement fédéral. Et bon nombre suivaient l'affaire et en connaissaient les nouveaux éléments.

Les pipelines ont été un autre sujet d'actualité couramment évoqué, surtout en lien avec l'Alberta, l'Ouest et la désaffectation de l'Ouest, avec quelques allusions précises au prolongement du réseau Trans Mountain et au « Wexit ». La légalisation du cannabis et le vapotage ont reçu des mentions dans divers groupes, et certains participants ont noté que SNC Lavalin « faisait encore les manchettes ».

Écrasement aérien en Iran (toutes les villes sauf Windsor)

Les perceptions à l'égard des mesures prises par le gouvernement fédéral à ce jour, en particulier l'aide offerte aux familles des victimes canadiennes, étaient en grande partie positives. La visibilité du premier ministre, ses communications personnelles ainsi que la compensation annoncée de 25 000 \$, ont été notées avec satisfaction dans les groupes et étaient connues de la plupart des participants, qui jugeaient ces mesures à la fois appropriées et humaines.

De l'avis de la plupart des gens, le gouvernement avait réussi à livrer une réponse ferme mais réfléchie à l'Iran, tout en esquivant les tensions croissantes entre ce pays et les États-Unis, ce qu'ils considéraient comme une sage décision. Certains participants de l'Ouest craignaient cependant que les relations canado-américaines ne pâtissent des commentaires du premier ministre sur le rôle que l'escalade des tensions dans la région avait joué dans la tragédie.

Un certain nombre de participants souhaitaient que le gouvernement du Canada poursuive ou intensifie ses efforts pour faire assumer sa responsabilité à l'Iran. Certains ont suggéré d'imposer des sanctions ou un embargo, d'inscrire les organisations impliquées sur une liste de terroristes ou de rompre les liens diplomatiques avec le pays. Beaucoup de gens estimaient que le gouvernement iranien devrait rembourser au Canada et aux familles des victimes canadiennes les coûts engagés. Quelques hommes du groupe d'Edmonton ont réclamé une réponse plus musclée et plus conforme aux positions américaines, mais cette opinion était relativement isolée. La majorité des gens étaient d'avis que le Canada ne devrait pas se mêler à ce conflit.

Priorités du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Priorités mentionnées spontanément

Peu de gens avaient entendu parler du discours du Trône prononcé au début du mois de décembre. Interrogés sur les priorités actuelles du gouvernement fédéral, les participants ont communément cité les changements climatiques et l'environnement, en mentionnant au passage la « taxe sur le carbone ». L'immigration, la réduction des impôts de la classe moyenne, le logement abordable, le sans-abrisme, les emplois et l'économie ont également fait partie des priorités relevées.

En ce qui concerne les priorités gouvernementales souhaitées par les participants, les emplois et l'économie ont dominé les mentions, suivis des soins de santé et des services de santé mentale. À Sydney et à Trois-Rivières, l'environnement et les changements climatiques ont été évoqués, tout comme les enjeux touchant les aînés. À Windsor, les participants s'inquiétaient du manque de logements abordables sur le marché immobilier local et ont demandé un plus grand soutien à l'accès à la propriété et des restrictions sur les achats étrangers.

Priorités choisies à partir d'une liste (exercice)

Les participants de chaque groupe se sont vu remettre une liste de dix priorités tirées du discours du Trône sur laquelle ils devaient choisir les trois plus importantes à leurs yeux.

La compilation des choix a fait ressortir à titre de priorité numéro un l'objectif de *s'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille*. En guise d'explication, les participants ont partagé leurs expériences personnelles ou celles d'autrui face à la pénurie de médecins, au manque de suivi dans les soins, au temps d'attente et aux cliniques et salles d'urgence bondées. Beaucoup ont attribué à cette priorité une importance fondamentale — pour eux-mêmes et leurs familles, et pour les Canadiens et leur système de santé.

La priorité de *réduire les impôts de la classe moyenne* est également arrivée en tête de classement. À Trois-Rivières et à Sydney, elle a été retenue dans la même proportion que l'accès universel à un médecin de famille. Les participants ont été nombreux à faire état de leur frustration et de leurs difficultés financières, mises sur le compte d'impôts excessifs. Certains ont signalé le déséquilibre du système fiscal actuel, qui fait en sorte que les Canadiens moyens comme eux sont coincés financièrement ou pénalisés parce qu'ils travaillent fort. Certains ont dit qu'ils n'arrivaient pas à améliorer leur situation, voire qu'elle empirait, à cause du fardeau fiscal.

À Windsor, l'augmentation du salaire minimum fédéral a été choisie par plus de participants que la réduction des impôts. Dans l'ensemble des villes, l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments a également fait figure de priorité assez élevée. Les priorités environnementales et l'eau potable dans les réserves se sont classées vers le milieu de la liste, et la tarification nationale de la pollution, un peu plus bas. Un grand nombre de participants étaient contre l'interdiction des fusils automatiques. Peu y ont attaché une grande importance, de sorte que cette priorité a fini au bas du classement avec la réduction du coût des factures de téléphone cellulaire, laquelle, aux dires de la plupart, débordait du champ de compétence du gouvernement et était d'une importance secondaire.

La majorité des participants estimaient peu probable que le gouvernement du Canada s'acquitte de toutes ces priorités. La liste leur paraissait longue et ambitieuse, et nombre de ses éléments leur semblaient difficiles à mettre en œuvre. Ils considéraient en particulier l'amélioration de l'accès aux médecins de famille comme un objectif difficile à atteindre en si peu de temps, compte tenu du caractère complexe et persistant du problème. Parmi les autres grandes priorités retenues, l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments passait également pour un défi de taille, à la fois coûteux et complexe à réaliser. Inversement, la réduction des impôts et l'augmentation du salaire minimum fédéral ont paru simples d'exécution, mais non exemptes de coûts — pour le

gouvernement dans le cas de la première, et pour les entreprises et l'économie dans le cas de la seconde.

Enjeux locaux (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Les participants ont recensé une série d'enjeux dans leurs collectivités respectives, le plus souvent liés à l'économie locale et à l'emploi. Le manque d'accès aux soins de santé mentale et aux services de soutien pour les populations vulnérables a également fait partie des motifs de préoccupation courants.

Dans toutes les villes, les besoins en matière d'infrastructures ont eu tendance à se concentrer sur le transport, par exemple les routes, les autoroutes et les ponts, les installations portuaires et le transport en commun. L'attention a porté tantôt sur les travaux d'entretien ou de réfection qu'exigeaient ces infrastructures, tantôt sur les travaux visant l'augmentation de leur capacité ou leur expansion.

À Windsor et à Sydney, les difficultés économiques étaient très présentes à l'esprit des participants, qui les ont imputées aux changements industriels, aux fermetures d'entreprises et aux pertes d'emplois, ainsi qu'aux petits salaires et au coût croissant du logement. De l'avis général, les problèmes de toxicomanie et de santé mentale étaient en hausse dans les deux villes, et les participants de Windsor ont également signalé une montée de la criminalité et de la violence.

À Trois-Rivières, l'état des soins de santé était une source d'inquiétude dans le groupe des femmes, tout comme les perspectives d'emploi des groupes marginalisés, alors que les hommes ont attaché plus d'importance à la diversification et à la croissance de l'économie locale ainsi qu'aux mesures d'aide aux entreprises. Certaines questions environnementales, par exemple la qualité de l'air et la pollution du Saint-Laurent, ont aussi été soulevées à titre d'enjeux locaux.

Peu de gens ont pu citer de récents investissements fédéraux dans leur ville ou décrire les répercussions locales (positives ou négatives) de politiques ou de programmes fédéraux. Parmi les rares exemples fournis, quelques participants de Sydney se sont rappelés des investissements du gouvernement fédéral dans les infrastructures locales, et quelques autres de Trois-Rivières ont noté que la hausse de l'immigration avait enrichi le bassin de main-d'œuvre qualifiée. Tant à Sydney qu'à Windsor, cependant, des voix se sont élevées pour dire que leur ville était oubliée ou négligée du gouvernement au profit des plus grands centres.

Désaffection de l'Ouest (Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Exercice

Invités à décrire les relations entre le gouvernement du Canada et leur province, de nombreux participants des groupes de discussion tenus dans l'Ouest canadien ont dit que leur province était oubliée, négligée ou n'était pas appréciée à sa juste valeur, surtout par rapport à l'Ontario et au Québec. Selon eux, cette dynamique est attribuable à la concentration de la population et des votes dans le centre du Canada.

À Abbotsford, beaucoup de participants étaient d'avis que leur province fait l'objet d'un traitement injuste de la part du gouvernement du Canada et qu'elle mérite plus de reconnaissance et d'attention. À Edmonton, les opinions négatives étaient plus viscérales et tranchées. Certains avaient l'impression qu'on les déteste et se sentaient isolés, étaient en colère ou estimaient qu'on leur mentait à propos du gouvernement du Canada. Ils ont manifesté du ressentiment envers le gouvernement fédéral (et le reste du Canada), car ils avaient le sentiment que les paiements de péréquation favorisaient les autres provinces au détriment de l'Alberta. Selon eux, le gouvernement canadien (et le reste du Canada) faisaient preuve de mépris envers l'industrie pétrolière et gazière et s'y opposaient largement, ce qui nuisait à l'économie de la province.

À Winnipeg, les descriptions de la relation entre le Manitoba et le gouvernement fédéral étaient plus diversifiées et dans l'ensemble, généralement positives. Certains ont fait état de relations tendues concernant la question de la « taxe sur le carbone » ou avaient l'impression que leur province était négligée au profit de celles plus riches, dont l'Alberta et la Colombie-Britannique. D'autres dressaient toutefois un portrait plus favorable de la relation et quelques participants trouvaient en revanche que le Manitoba fait l'objet d'un traitement injuste par le gouvernement fédéral.

Interrogés au sujet de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour démontrer qu'il est à l'écoute des préoccupations des provinces de l'Ouest, les participants d'Abbotsford et d'Edmonton ont formulé des suggestions similaires. La mise en valeur des contributions de l'Ouest ainsi que la reconnaissance de l'importance particulière des industries et des projets de pipelines à l'échelle nationale et des efforts que font les industries de la région pour assurer une bonne gestion de l'environnement faisaient partie de ces suggestions. Une plus grande écoute et de meilleures communications figuraient aussi dans les suggestions et certains participants souhaitent que des changements soient apportés au processus électoral, notamment au moment du dévoilement des résultats, pour que les électeurs de l'Ouest puissent avoir l'impression que leur vote compte. À Edmonton, les participants souhaitaient une plus grande compréhension des craintes ressenties par les gens de l'Alberta au sujet de leurs moyens de subsistance et plus d'aide en matière de reconversion professionnelle et d'acquisition de nouvelles compétences. En revanche, à Winnipeg, les participants ont formulé seulement quelques suggestions, comme de l'aide relative au coût de la vie et des efforts supplémentaires pour soutenir les collectivités autochtones.

Enjeux et priorités dans l'Ouest

Les groupes de l'Ouest se sont aussi penchés sur un ensemble d'enjeux touchant cette partie du Canada, dont le prolongement du réseau Trans Mountain, les projets de loi C-69 et C-48, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine.

Prolongement du réseau Trans Mountain

La majorité des participants étaient au courant de la controverse, de l'opposition et des retards entourant la construction du réseau Trans Mountain. À Abbotsford et à Winnipeg, peu de participants savaient exactement à quelle étape le projet était rendu, tandis qu'à Edmonton, la plupart savaient que le projet avait été approuvé et beaucoup pensaient que les travaux avaient déjà commencé.

Parmi les participants peu familiers avec l'état d'avancement du projet ou qui croyaient qu'il avait débuté, il y en avait peu qui pensaient que la construction du réseau Trans Mountain serait achevée dans les délais prévus. De nombreux participants ont mentionné que le projet accusait déjà du retard et qu'il risquait d'y avoir d'autres obstacles et retards. Certains remettaient en doute l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard de ce projet. Beaucoup étaient d'avis que les projets de cette envergure sont rarement achevés à temps, même s'ils ne font pas l'objet de controverse et d'opposition comme les projets de pipelines.

Projets de loi C-69 et C-48

Les participants avaient peu entendu parler de ces deux projets de loi récemment adoptés par le gouvernement fédéral dont l'un renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle et l'autre empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. On a fourni aux participants une description sur chaque projet de loi, y compris un aperçu des préoccupations d'ordre pratique ou économique entourant leur mise en œuvre. Les participants ont ensuite été invités à donner leurs points de vue au sujet des projets de loi.

Dans l'ensemble, les opinions étaient partagées. La plupart des participants à Edmonton et certains à Abbotsford se méfiaient de ces projets de loi ou s'y opposaient carrément, jugeant qu'ils auraient des effets négatifs sur l'économie et les emplois. D'autres à Abbotsford et bon nombre de participants à Winnipeg y ont vu de façon générale une bonne idée, mais avaient des questions et des préoccupations sur le risque d'effets négatifs imprévus.

Paiements de péréquation

La plupart des participants connaissaient au moins un peu la notion de « paiements de péréquation », si ce n'est précisément, mais très peu ont été en mesure de décrire le fonctionnement du système de péréquation en détail ou avec confiance ou exactitude. Les explications fournies s'articulaient surtout autour de l'idée que les sommes que les provinces transfèrent au gouvernement fédéral leur sont ensuite redistribuées en employant une formule que certains jugent dépassée et qui doit être revue. Dans l'Ouest, en particulier, les participants avaient le sentiment qu'avec le système en place, l'Alberta a toujours « trop payé » et que c'est encore le cas aujourd'hui, tandis que le Québec « ne paie pas assez » et fait depuis toujours partie des provinces qui reçoivent, malgré l'évolution de l'activité économique et de la conjoncture dans les provinces, notamment un ralentissement en Alberta.

Une majorité de participants ne savaient pas trop si cela est exact et si le système devait être modifié en conséquence, mais ils étaient nombreux à penser qu'un examen s'impose pour s'assurer que le système est juste. Toutefois, certains à Abbotsford et à Edmonton croyaient fermement qu'il est injuste et doit être modifié. Cependant, en raison du manque de connaissances des participants sur le fonctionnement du système, aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

Les participants n'étaient guère au courant de cet enjeu, sauf ceux de Winnipeg, et la plupart n'en connaissaient pas les détails, si ce n'est qu'il fait partie d'un différend commercial et diplomatique plus large entre le Canada et la Chine, lié à l'assignation à résidence d'une dirigeante chinoise.

On a fourni aux participants quelques éclaircissements, avant de leur demander ce qu'ils pensaient de l'approche adoptée par le gouvernement fédéral pour régler cet enjeu. Ils ont été invités à examiner trois possibilités de réponse de la part du gouvernement : accorder des concessions, imposer ses propres sanctions ou continuer à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution avec la Chine. La plupart ont opté pour la négociation, qui était à leur avis l'approche la plus raisonnable, la plus constructive et la plus « canadienne » pour régler ce problème. De l'avis général, une approche reposant sur les représailles ou les concessions serait contre-productive.

Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux qui ont été abordés, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

À Edmonton et chez certains participants à Abbotsford, qui accordaient systématiquement la priorité aux préoccupations économiques, il a été convenu presque à l'unanimité que la construction du réseau Trans Mountain devrait constituer une priorité absolue pour le gouvernement fédéral, étant donné l'importance du projet pour l'économie et la création d'emplois. Plusieurs pensaient aussi que le projet de loi C-69 est important et jouait un rôle de premier plan pour la mise en œuvre de ce projet. Beaucoup de participants à Winnipeg, et certains à Abbotsford dont les préoccupations environnementales étaient plus élevées, pensaient qu'il serait préférable de résoudre le boycottage du canola par la Chine au moyen de négociations. Quelques participants à Winnipeg estimaient que la priorité devrait être accordée au prolongement du réseau Trans Mountain ou aux paiements de péréquation.

Tarifification du carbone

Connaissance des nouvelles environnementales

La plupart des participants étaient peu au courant de l'actualité et des nouvelles concernant l'environnement. De nature générale, leurs mentions les plus fréquentes ont porté sur les changements climatiques, les phénomènes météorologiques qui en découlent, ou le militantisme. La plupart des groupes ont évoqué une « taxe sur le carbone », en signalant la polémique suscitée par l'initiative. Les pipelines ont aussi été mentionnés à maintes reprises, et du même souffle les émissions de gaz à effet de serre (GES), l'opposition, et l'Alberta. Il a aussi été question des feux en Australie dans la plupart des groupes, et quelques participants ont fait allusion au projet d'interdiction des plastiques à usage unique.

Les nouvelles environnementales récentes liées au gouvernement du Canada étaient encore moins connues des participants. Les pipelines, la « taxe sur le carbone » et les efforts déployés par le

gouvernement fédéral pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ont été cités, principalement sous l'angle des contestations et de la controverse. Quelques participants ont à nouveau fait référence au projet d'interdiction des plastiques à usage unique dans ce contexte, et d'autres ont parlé de l'envoi de pompiers canadiens en renfort en Australie.

Prix sur la pollution

On a demandé aux participants de tous les groupes s'ils avaient entendu parler de l'introduction par le gouvernement du Canada d'un « prix national sur la pollution ». L'expression leur étant peu familière, la question a recueilli un faible taux de reconnaissance et de réponse. Après s'être fait expliquer que le « prix national sur la pollution » correspondait au terme plus courant de « taxe sur le carbone », la plupart des gens ont affirmé savoir de quoi il s'agissait.

L'initiative a le plus souvent été associée à la controverse et à l'opposition de certains gouvernements provinciaux, à des coûts accrus pour les entreprises et les consommateurs ainsi qu'à des frais supplémentaires à la pompe. Les participants comprenaient généralement que la politique vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, et certains savaient qu'elle prévoit l'imposition de redevances aux entreprises. Cependant, la plupart comprenaient mal le fonctionnement de la tarification, notamment comment elle est perçue et ce qu'il advient des recettes. Certains trouvaient que le gouvernement n'avait pas fourni au public d'explications adéquates à ce sujet.

Les attitudes à l'égard de la politique ont été contrastées. Certains participants étaient contre, y voyant une « ponction fiscale » ou une mesure préjudiciable pour l'économie et le coût de la vie. D'autres y étaient plus favorables et croyaient qu'il s'agissait d'un bon « premier pas » en vue du contrôle des émissions. Enfin, beaucoup étaient ambivalents, à la fois inquiets des répercussions éventuelles sur les coûts et l'économie, perplexes sur les détails et insuffisamment informés pour porter un jugement.

Pour plus de clarté, on a fourni aux participants des renseignements généraux sur cette politique fédérale, qui précisaient notamment les lieux où elle s'applique et pourquoi, l'affectation des recettes et la façon dont elles sont perçues. Dans bien des cas, la description n'a pas suffi à éclairer la compréhension, mais a plutôt entraîné de nouvelles questions. Le plus couramment, les participants voulaient savoir où s'informer davantage, pourquoi les recettes perçues étaient versées sous forme de remises au lieu de soutenir les efforts de réduction des émissions, et comment l'on procéderait pour évaluer, surveiller et communiquer les résultats de l'initiative au public. Beaucoup ont admis être embrouillés. Quelques participants ont réitéré leur opposition à cette politique, en particulier à la mise en œuvre du système fédéral de tarification dans les provinces ne respectant pas la norme fédérale, mesure qui leur paraissait injustifiée ou contre-productive.

Exercice de dénomination

En tenant compte de la description fournie, les participants ont eu à considérer une liste de noms ou de phrases qui pourraient servir à décrire la politique. Ils devaient choisir les deux énoncés qu'ils préféreraient et noter ceux qu'ils n'aimaient pas, le cas échéant :

- Mettre un prix sur la pollution

- Taxe sur le carbone
- Tarification du carbone
- Taxer la pollution
- Taxer les grands pollueurs
- Pénaliser ceux qui polluent davantage
- Augmenter les taxes sur les entreprises émettrices de grandes quantités de carbone

Premiers choix

De manière générale, les participants ont nettement préféré les deux formules déjà en usage soit : la « taxe sur le carbone » et « mettre un prix sur la pollution ». Ils ont été presque aussi nombreux à ne pas aimer ces choix qu'à les aimer, mais presque tous les éléments de la liste ont recueilli des votes défavorables dans des proportions égales ou supérieures aux votes favorables.

Il a largement semblé aux participants que « mettre un prix sur la pollution » était plus facile à comprendre, à adopter et à appuyer que la « taxe sur le carbone », et que ce nom donnait une meilleure description de la politique. Beaucoup ont tout simplement trouvé qu'il « sonnait mieux ». Certains ont aimé l'idée qu'un « prix sur la pollution » puisse englober diverses formes de pollution, alors que d'autres ont rejeté l'expression pour la même raison, craignant que ce flou ne sème la confusion. Certains participants à qui la phrase déplaisait étaient réfractaires à la politique et ont considéré la formulation « prix sur la pollution » comme une tentative de gagner l'opinion à une initiative qu'ils jugeaient impopulaire.

La plupart des participants qui avaient opté pour la « taxe sur le carbone » ont invoqué le caractère déjà bien établi et familier de l'expression. Beaucoup croyaient qu'essayer de la changer ne ferait qu'ajouter à la confusion. Ils aimaient, par ailleurs, sa concision et sa simplicité. D'autres ont trouvé qu'elle était la plus exacte, en ce sens qu'elle évite de recourir à des euphémismes. À noter que ces personnes avaient tendance à être contre la politique. Du côté des participants qui n'aimaient pas l'expression, ce sont surtout les connotations péjoratives du mot « taxe » qui ont déplu et, dans certains cas, sa description inexacte de la politique. D'autres n'aimaient pas non plus le terme « carbone », qui leur paraissait vague et abstrait ou qu'ils associaient au « jargon gouvernemental ».

Autres formules

En comparaison des choix qui précèdent, peu de participants ont retenu les expressions « tarification du carbone » ou « taxer la pollution » à titre de premiers choix, mais un nombre comparable les ont incluses dans leurs deux premiers choix. Les participants ont eu tendance à aimer ces noms pour leur brièveté et leur simplicité. Parmi ceux qui préféraient la « tarification du carbone », bon nombre estimaient qu'il s'agit de la description la plus précise de la politique, car elle met l'accent sur le carbone plutôt que sur la pollution, et sur la tarification plutôt qu'une taxe. D'après certains, l'expression reflète la nature discrétionnaire d'un coût qu'il sera possible de réduire en diminuant les émissions.

Les autres phrases et noms testés ont recueilli un nombre sensiblement plus important de votes défavorables que favorables. Bien que certains participants aient vu d'un bon œil l'attention portée aux grands pollueurs et aux entreprises en tant que justes cibles de la politique fédérale, beaucoup d'autres ont trouvé cette approche problématique. Selon certains, elle envoyait un mauvais message au public en donnant l'impression que la réduction des émissions n'incombe qu'à certains acteurs. Bon nombre de participants trouvaient également qu'en jetant le blâme sur les entreprises et les grands pollueurs, ces autres phrases étaient « anti-sociétés » et indûment négatives.

Perceptions à l'égard des objectifs et des résultats de la politique

À la suite de l'exercice sur les noms, les participants ont été invités à indiquer quel devrait être le principal objectif d'une stratégie qui met un prix sur la pollution. La question a donné lieu à un large éventail de réponses. Sur le fond, beaucoup ont dit qu'il devrait s'agir de réduire les émissions et de combattre les changements climatiques. Les participants étaient d'avis que l'objectif devrait être de modifier les comportements et d'amener tout le monde à faire sa part, ce qui impliquait la sensibilisation du public, l'adoption de normes, la responsabilisation des entreprises, le développement de nouvelles technologies et sources d'énergie vertes, et la transition de l'économie.

Lorsqu'on leur a demandé explicitement si cette politique leur semblait susceptible de réduire les émissions globales de carbone au Canada, les participants ont eu des réponses variées. Certains avaient bon espoir que oui, tout en reconnaissant que ce serait un défi et que cela exigerait de profonds changements de comportement, de grands progrès technologiques et des ressources financières considérables. D'autres étaient plus sceptiques, essentiellement pour les mêmes raisons, et pensaient que le soutien du public, la technologie et la volonté des entreprises étaient actuellement inadéquats. D'autres encore hésitaient à se prononcer, étant peu renseignés sur la question, ou voulaient avoir plus de preuves quant à la faisabilité du plan du gouvernement. Quelques participants étaient persuadés que la politique échouerait et l'ont décrite comme une taxe déguisée qui nuirait à l'économie et ferait augmenter les prix pour les consommateurs. D'autres estimaient au contraire que la politique n'était pas assez musclée et qu'une tarification plus élevée était nécessaire pour obtenir les réductions d'émissions voulues. Enfin, certains ont considéré qu'elle représentait un bon début et permettrait peut-être de stabiliser les émissions.

La plupart des participants étaient d'accord pour dire que le public manque d'information sur cette initiative et a besoin de conseils, d'outils et d'aide pour effectuer les changements de comportement nécessaires à une réduction globale des émissions. La plupart ont également convenu qu'il faut surveiller et encadrer l'industrie afin qu'elle agisse.

Niveau zéro émission nette

Très peu de participants avaient entendu parler de l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre un objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050. La plupart ne connaissaient pas le concept « niveau zéro émission nette », et bon nombre présumaient que cela signifie aucune émission. Seuls quelques-uns comprenaient que le terme « zéro émission nette » signifie que les émissions totales sont compensées ou réduites par des mesures de manière à être nulles.

Des renseignements généraux ont été fournis aux participants à propos de l'objectif d'émissions de carbone nettes nulles, y compris sur les diverses initiatives susceptibles de réduire ou compenser les émissions de carbone. Lorsqu'on a demandé aux participants si le délai de 30 ans fixé pour réaliser cet objectif d'émissions de carbone nettes nulles était raisonnable, voire possible à atteindre, les avis étaient partagés.

Les sceptiques ont mentionné toutes sortes d'obstacles : les débats incessants et les divergences politiques, la résistance de la population et de l'industrie, les lacunes technologiques, des outils et soutiens publics insuffisants, les coûts économiques et les compromis importants et notre dépendance actuelle au pétrole et au gaz. La plupart estimaient qu'il s'agit d'un énorme défi. De nombreux autres hésitaient, pour des raisons similaires, mais pensaient tout de même que ce serait possible si tout le monde y mettait du sien. Certains étaient plus optimistes. Selon eux, les changements de comportement et d'attitude nécessaires avaient commencé et contribué à des progrès et de nouvelles possibilités qui aideront à transformer l'économie et à réduire les émissions. Certains étaient enthousiastes à l'idée d'un effort collectif en vue de l'atteinte d'une « cible ambitieuse » synonyme de progrès pour l'humanité.

Peu importe leur opinion sur la possibilité pour le Canada d'atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050, la plupart estimaient que cette initiative était nécessaire. Bon nombre des participants aimaient l'idée de « niveau zéro émission nette » et trouvaient cet objectif plus pratique et atteignable que le simple fait de réduire les émissions et de tenter d'atteindre les cibles sans l'application de mesures de compensation.

Invités à dire si la réduction des émissions de carbone devait avoir la priorité sur la croissance de l'économie, peu étaient de cet avis. De nombreux participants jugeaient que la population canadienne peut et doit agir sur ces deux plans. La plupart ont cependant conclu, somme toute, que les Canadiens et Canadiennes ne doivent pas perdre de vue les impératifs économiques. Certains, notamment à Abbotsford et à Edmonton, croyaient fermement qu'il faut soutenir coûte que coûte l'économie.

Perceptions à propos des effets de la transition

Invités à se prononcer à ce sujet, beaucoup de participants se disaient préoccupés par le plan visant à s'éloigner rapidement des sources d'énergie traditionnelles pour se tourner vers des sources d'énergie de remplacement. Dans la plupart des groupes, les participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des effets sur l'économie, l'industrie et les emplois, surtout à Edmonton et à Sydney. De nombreux participants estimaient qu'on ne dispose pas de technologies ou de sources d'énergie de remplacement suffisamment développées pour amorcer ce virage. Certains ont soulevé des préoccupations sur le manque de compréhension de l'impact environnemental des sources d'énergie verte ou le fait qu'on n'en tienne pas suffisamment compte. De plus, d'autres craignaient que le public ne dispose pas encore des outils ou du soutien nécessaires pour entreprendre les changements qui s'imposent et qu'il lui faille engager des coûts importants ou voir son mode de vie considérablement perturbé. Certains ont minimisé ces inquiétudes ou les ont rejetées, mais la plupart ont convenu qu'un virage économique rapide nécessite des efforts et des investissements de taille ainsi qu'un soutien considérable de la part du gouvernement pour opérer les changements essentiels.

Quand on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par l'impact que l'abandon des combustibles fossiles aurait sur leur vie et leurs collectivités, beaucoup de participants ont répondu par l'affirmative. La plupart craignaient les effets sur les emplois et le coût de la vie, en particulier sur les frais de chauffage et de transport du ménage. Quelques participants avaient peur que la perturbation économique, la hausse des coûts et le chômage aient des effets négatifs généralisés, de sorte que moins d'argent serait disponible globalement pour les infrastructures, les programmes sociaux et les services gouvernementaux. Par ailleurs, à Edmonton, les participants étaient nombreux à penser que les effets sur l'économie et les collectivités albertaines seraient désastreux.

Dans la plupart des groupes, on comptait des participants qui envisageaient ce virage sous un œil plus favorable, convaincus qu'il favoriserait le développement de nouveaux secteurs et entreprises, l'injection de nouvelles sommes en recherche, développement et innovation, la création de nouveaux emplois et la mise au point de nouvelles technologies. De plus, maints participants étaient d'avis que nous n'avons tout simplement plus d'autre choix et qu'il valait mieux payer le prix économique du progrès que les coûts engendrés par notre inaction face à la dégradation de l'environnement et aux effets nuisibles qu'elle a sur l'économie, notre mode de vie et la santé humaine.

Changements de comportement

Interrogés à savoir s'ils seraient personnellement prêts à changer leur comportement pour aider le Canada à atteindre sa cible de zéro émission nette, ils ont été nombreux à répondre par l'affirmative, sans réserve, et quelques-uns ont affirmé qu'ils avaient déjà commencé, dans une certaine mesure. Certains ont mentionné que le bien-être de leurs enfants et petits-enfants ou des générations à venir est un facteur de motivation important. La plupart des autres se sont dits prêts à faire des changements à condition que plus d'outils et de soutien soient offerts par le gouvernement, y compris des incitatifs financiers, des conseils sur les mesures à prendre et des renseignements supplémentaires sur les avantages. Quelques-uns ont indiqué que cela dépendait des changements nécessaires et de la possibilité de les apporter sans sacrifier leur bien-être ni celui de leurs familles. D'autres voulaient en savoir davantage sur le plan du gouvernement et qu'on les convainque que leurs efforts ne seraient pas vains. Enfin, des participants étaient plus réticents à faire personnellement des changements ou s'y opposaient, car ils n'avaient pas confiance en la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés et estimaient que le prix à payer serait trop élevé.

Évaluation

Appelés à se prononcer sur les progrès réalisés en vue de l'atteinte de la cible de zéro émission nette, beaucoup ne savaient pas exactement comment les évaluer. Parmi ceux ayant formulé des idées, bon nombre ont affirmé qu'ils souhaiteraient consulter des données scientifiques publiées par des sources indépendantes. Ils tenaient aussi à ce que le gouvernement pose davantage de gestes, notamment en travaillant avec tous les ordres gouvernementaux à l'élaboration d'un plan, en faisant les investissements nécessaires, en soutenant le public, en mettant des règlements en œuvre et en donnant l'exemple, par la réduction de sa propre empreinte écologique. D'autres estimaient qu'on aurait la preuve que des progrès ont été réalisés dès qu'on serait témoin ou entendrait parler de changements sociétaux profonds ou d'améliorations en matière d'environnement, y compris une

réduction de la pollution, une diminution du nombre de catastrophes, la plantation d'une plus grande quantité d'arbres et la meilleure santé des espèces sauvages et des pêcheries.

Solutions fondées sur la nature

Peu de participants avaient entendu parler des solutions fondées sur la nature dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Après avoir pris connaissance d'une description, la plupart des participants aimaient l'idée et en avaient une compréhension superficielle, mais peu d'entre eux pouvaient pousser plus loin les exemples ou l'explication fournis de façon valable, si ce n'est qu'ils saisissaient le rôle que jouent les arbres dans la réduction des émissions de carbone dans l'air. Seuls quelques-uns comprenaient le rôle des zones humides et de la biodiversité comme solutions qui aident à lutter contre les changements climatiques.

Cela dit, beaucoup d'entre eux convenaient qu'il fallait investir dans les solutions fondées sur la nature dans le cadre d'un plan plus vaste de lutte contre le changement climatique. Toutefois, ils ont été nombreux à émettre une mise en garde à l'effet que ces solutions ne doivent pas être considérées comme des mesures de rechange aux solutions plus fondamentales et plus difficiles à appliquer, par exemple, réduire les émissions et la consommation d'énergie, adopter des sources d'énergie plus propres ou investir dans les nouvelles technologies.

Mine Frontier (Trois-Rivières, Windsor, Edmonton)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant.

On a fourni une brève description de la mine aux participants, puis on leur a demandé si le gouvernement fédéral devait consentir à ce projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter son impact environnemental.

Les avis étaient partagés. Les participants de Trois-Rivières s'opposaient largement au projet, tandis que ceux de Windsor s'en méfiaient, beaucoup se sont montrés indécis et la plupart ont donné leur accord avec réticence, demandant que des engagements et autres garanties soient en place. L'ensemble des participants à Edmonton ont manifesté leur appui à l'égard du projet (cependant, toutes les femmes ont établi des conditions et la plupart des hommes ont affirmé que le gouvernement devait aller de l'avant, quoi qu'il advienne). En général, les participants étaient nombreux à affirmer que le gouvernement devrait approuver le projet. Les avantages économiques et les emplois figuraient parmi les raisons évoquées. Bon nombre croyaient qu'il serait possible de concilier les intérêts économiques et environnementaux, moyennant des efforts et une surveillance appropriés.

Une majorité de participants étaient d'avis que des règlements de sécurité stricts devraient être mis en place et que le gouvernement devrait en surveiller l'application. Les participants se sont dits préoccupés non seulement par les émissions de GES, mais aussi par la sécurité, dans l'ensemble, notamment en ce qui a trait à la contamination de l'eau et des sols. Selon plusieurs, l'entreprise devrait

être tenue d'investir dans des technologies visant à réduire les émissions de GES produites par le projet ou, aux dires de certains, de les compenser, afin d'atteindre un « niveau zéro émission nette ».

Parmi ceux qui se sont dits contre le projet ou indécis, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, qui ne cadrerait pas avec l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES. À Trois-Rivières, certains ont avancé que si c'est une question d'emplois, les gens devraient déménager dans les régions ayant un besoin de main-d'œuvre et qu'il serait préférable d'investir et de créer des emplois dans les secteurs d'activités et technologies durables qui apportent des solutions pour lutter contre la pollution, au lieu d'aggraver le problème.

Après avoir informé les participants que certains experts mettaient en doute le fait que la mine soit en mesure de générer des revenus suffisants pour justifier les coûts de sa construction, l'apport à l'égard du projet s'est effrité, en particulier à Windsor. Par ailleurs, d'autres jugeaient qu'il n'y avait pas matière à préoccupation, en particulier à Edmonton, car selon eux, l'entreprise n'irait pas de l'avant avec le projet s'il n'était pas rentable.

Lorsqu'on leur a demandé s'il est possible pour le gouvernement de réduire les émissions et de protéger l'environnement, d'une part, et d'approuver ce projet, d'autre part, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. La clé, selon eux, est un « juste équilibre ».

Les participants de Trois-Rivières ont fait figure d'exception. Ils souhaitent fortement que le gouvernement n'avalise pas ce projet minier.

Mot-symbole Canada (Sydney, Winnipeg, Abbotsford)

La plupart des participants ont indiqué que les communications du gouvernement du Canada étaient, selon leur expérience, clairement désignées et donc reconnaissables. Beaucoup d'entre eux ont évoqué un « logo » comportant un drapeau. Dès qu'on leur a montré le mot-symbole Canada, tous les participants l'ont reconnu. Certains ont mentionné explicitement la « police de caractère facile à reconnaître », et beaucoup se sont souvenus spontanément du drapeau.

Tous avaient vu le symbole dans un large éventail de communications et de médias. Les participants ont fait mention des panneaux installés devant les immeubles du gouvernement fédéral, les bases militaires et les parcs nationaux, ou dans les bureaux de Service Canada et de Postes Canada ainsi qu'aux frontières et dans les aéroports. Ils ont indiqué avoir vu le symbole dans leur passeport, sur des chèques d'assurance-emploi (AE) et déclarations de revenus et sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Certains ont précisé qu'ils l'ont remarqué sur les côtés des véhicules de ministères, comme Service correctionnel du Canada ou Forêts Canada, ainsi que dans les courriels et les lettres.

Invités à préciser ce que le symbole signifie en général, la plupart ont mentionné qu'il représente le Canada et le gouvernement fédéral, en tant qu'institution. Les participants ont utilisé les termes officiels, faisant autorité, digne de confiance et important pour le décrire.

Lorsqu'on leur a demandé de dire ce que le symbole signifie pour eux personnellement, les participants ont formulé une variété de réponses extrêmement positives et émotive. Le mot-symbole suscitait le plus souvent de la fierté et de la gratitude. Il représentait le chez-soi, « mon pays » et un sentiment d'appartenance. Beaucoup de participants l'associaient à une reconnaissance positive à l'étranger et en contexte de voyages. Les participants ont employé des adjectifs comme beau, synonyme de liberté et fort. Certains ont mentionné « le vrai Nord fort et libre » de l'hymne national du Canada. D'autres associaient le symbole à l'argent reçu du gouvernement ou, de façon plus négative, aux sommes dues à l'Agence du revenu du Canada (ARC).

La majorité d'entre eux pensaient que le gouvernement du Canada utilisait ce symbole dans ses communications et échanges d'informations pour indiquer clairement qu'il en est la source et que les communications sont officielles, autorisées et approuvées par lui, en plus d'être dignes de confiance et de faire autorité. Les participants ont convenu que ce symbole devrait figurer dans toutes les communications et tous les moyens d'information officiels du gouvernement du Canada, qu'il s'agisse de documents, de panneaux, de sites Web, de publicité ou des côtés des véhicules.

À la lumière des commentaires, il est clair que les participants faisaient beaucoup confiance à ce mot-symbole et aux communications dans lesquelles il figure. Invités directement à se prononcer sur le sujet, beaucoup de participants se sont dits préoccupés par la fraude et se demandaient s'il est encore possible de faire confiance à l'information aujourd'hui, surtout celle véhiculée en ligne et dans les messages textes et courriels, à l'heure où la technologie numérique facilite la tâche aux fraudeurs. Quelques-uns ont par ailleurs formulé des commentaires négatifs à propos de l'utilisation du symbole du Canada par le gouvernement au pouvoir dans le but de promouvoir des politiques et objectifs partisans, y compris le gouvernement actuel et le gouvernement conservateur sortant, sans fournir toutefois d'exemples précis de telles utilisations. Cela dit, la plupart des participants ont indiqué qu'en revanche, ils faisaient confiance à l'information officielle émanant du gouvernement du Canada lorsqu'elle est accompagnée de ce symbole.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019
Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Résultats détaillés

Nouvelles du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Les participants étaient généralement peu au courant des nouvelles touchant le gouvernement du Canada, à une exception près : l'écrasement du vol de la compagnie Ukraine International au départ de Téhéran, abattu le 8 janvier avec 86 Canadiens et résidents permanents à bord. Tous les groupes sauf ceux de Windsor (tenus le 8 janvier) ont spontanément mentionné la tragédie au nombre des nouvelles fédérales. Dans la plupart des cas, elle est arrivée en tête des mentions. La plupart des gens connaissaient au moins certaines des mesures prises par le gouvernement canadien à la suite de l'événement. Comme l'ont révélé les détails cités, bon nombre de participants suivaient l'affaire et connaissaient ses derniers développements et sa couverture médiatique le jour de la tenue des groupes.

En comparaison, les quelques autres enjeux qui ont reçu de multiples mentions avaient souvent un caractère général. Après l'écrasement de l'avion en Iran, les pipelines ont récolté le plus grand nombre de mentions et été reconnus dans la plupart des groupes comme une question d'importance pour l'Alberta et l'Ouest du pays. Quelques participants ont fait allusion au prolongement du réseau Trans Mountain, en particulier, et deux personnes avaient entendu aux nouvelles que le projet irait de l'avant. Dans la même veine, d'autres ont évoqué la désaffection de l'Ouest et le « Wexit ». La légalisation du cannabis et le vapotage ont suscité quelques mentions dans l'ensemble des villes. Enfin, il a été question de SNC Lavalin dans certains groupes, mais les gens étaient peu nombreux à connaître l'issue récente du procès criminel, et ont simplement dit avoir revu le nom de la société dans les journaux récemment.

Écrasement d'avion en Iran (tous les groupes sauf ceux de Windsor)

On a demandé aux participants si, à leur avis, le gouvernement fédéral avait réagi de manière appropriée à l'événement. Les réponses ont été largement affirmatives, surtout pour ce qui est du soutien offert aux familles des victimes canadiennes. La visibilité du premier ministre et sa main tendue aux familles ont suscité des commentaires élogieux. En particulier, beaucoup de gens étaient au courant de la compensation offerte de 25 000 \$ et la plupart y voyaient un geste de compassion approprié. Certains ont signalé que le gouvernement du Canada devrait tâcher de se faire rembourser par l'Iran, mais peu jugeaient que c'était impératif ou que l'offre d'aide devrait dépendre de l'issue de cette démarche.

La plupart trouvaient aussi que le gouvernement avait bien réagi en exigeant des réponses, une prise de responsabilité et plus d'aide pour les familles des victimes auprès du gouvernement iranien. Plusieurs participants ont salué le fait que le gouvernement avait dépêché des enquêteurs canadiens sur les lieux et demandé à avoir accès à la boîte noire de l'épave, par exemple. De l'avis général, la gestion des relations et des enjeux internationaux touchés par cet événement était délicate. La plupart des participants, surtout à Sydney et en particulier les femmes, estimaient que le gouvernement avait fait du bon travail, en définitive, en donnant à l'Iran une réponse mesurée — ferme, sans être agressive — et en restant à l'écart des tensions croissantes entre l'Iran et les États-Unis. Le groupe d'hommes d'Edmonton a fait figure d'exception à cet égard : les participants y étaient le moins bien renseignés sur les mesures prises et inclinaient à penser que la réponse du gouvernement à l'Iran manquait de mordant.

Plusieurs participants des groupes de l'Ouest croyaient que le premier ministre n'aurait pas dû faire allusion à l'escalade des tensions dans la région, car cela risquait de nuire aux relations canado-américaines. À l'inverse, d'autres dans les groupes de Sydney étaient d'avis que les États-Unis avaient exacerbé les tensions avec l'Iran et créé les conditions qui ont conduit au drame. Ces participants estimaient que les commentaires du premier ministre étaient justes et qu'il avait su faire preuve de retenue.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral devrait faire de plus, bon nombre de participants n'ont su que répondre. Parmi ceux qui avaient une opinion, certains ont affirmé que le gouvernement devrait soit poursuivre ses efforts, soit en faire davantage pour tenir l'Iran responsable. Leurs suggestions comprenaient l'imposition de sanctions ou d'un embargo sur l'Iran, l'inscription des organismes impliqués sur une liste de terroristes ou la rupture des liens diplomatiques avec le pays. Les hommes d'Edmonton ont préconisé de soutenir les États-Unis dans leur conflit avec l'Iran au moyen d'une aide militaire ou autre, mais peu de gens en dehors de ce groupe ont partagé leur point de vue. Plusieurs participants d'autres groupes et villes ont signalé l'importance de ne pas attiser le conflit et de ne pas s'en mêler. Certains voulaient plus de détails sur les efforts prévus du gouvernement pour amener l'Iran à rendre des comptes, et quelques-uns ont appelé de leurs vœux une transparence et une communication accrues avec les Canadiens dans ce dossier. Beaucoup ont réitéré leur désir que le gouvernement canadien se fasse rembourser par l'Iran les montants offerts aux familles des victimes canadiennes.

Priorités du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Priorités mentionnées spontanément

Le niveau de notoriété du discours du Trône prononcé au début du mois de décembre était faible. Seuls quelques participants en avaient connaissance et aucun n'avait suivi les nouvelles à ce sujet ou ne pouvait donner des précisions sur la teneur du discours.

Lorsqu'on leur a demandé quels seraient, selon eux, les grands objectifs et priorités du gouvernement du Canada pour les deux prochaines années, les participants ont communément mentionné les changements climatiques et l'environnement, avec quelques références à une « taxe sur le carbone ». En dehors de la sphère environnementale, peu de priorités étaient connues. L'immigration, la réduction des impôts de la classe moyenne, le coût du logement et le sans-abrisme, ainsi que les emplois et l'économie ont reçu quelques mentions.

Au chapitre des priorités gouvernementales souhaitées, les participants ont le plus souvent cité les emplois et l'économie, surtout dans les groupes de Windsor et de Sydney. Les participants de toutes les villes ont classé à titre de grandes priorités la santé en général et les soins de santé mentale en particulier. À Sydney, et dans une moindre mesure à Trois-Rivières, l'environnement et les changements climatiques ont fait l'objet de plusieurs mentions, tout comme les questions relatives aux aînés. À Windsor, nombre de participants ont affirmé que le gouvernement fédéral devrait soutenir davantage l'accession à la propriété et limiter les investissements immobiliers étrangers, lesquels leur paraissaient faire grimper les prix.

Exercice sur les priorités

Tous les groupes se sont vu remettre une liste des priorités que le gouvernement du Canada s'est engagé à réaliser dans le récent discours du Trône. Les participants devaient repérer les trois priorités qui leur semblaient les plus importantes personnellement (ainsi que leur premier choix) et, le cas échéant, signaler tout élément de la liste que le gouvernement devrait laisser de côté.

La liste de priorités se lisait comme suit :

- Bannir toutes les armes d'assaut au Canada
- Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d'ici 2025
- Éliminer tous les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières nations d'ici 2021
- S'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille

- Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure
- Mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance
- Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure
- Réduire les impôts de la classe moyenne
- Planter 2 milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050
- Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire

À la suite de l'exercice, les participants ont été invités à faire part de leurs choix et à les commenter. Les groupes ont ensuite abordé la question de savoir si le gouvernement serait en mesure de réaliser toutes ces priorités dans les prochaines années et lesquelles, le cas échéant, poseraient le plus de difficulté. Ils devaient aussi expliquer comment ils détermineraient si le gouvernement prend effectivement des mesures pour réaliser ces priorités.

Interrogés sur la capacité du gouvernement à s'acquitter des priorités de la liste au cours des prochaines années, les participants ont estimé le succès improbable. De l'avis général, la liste était longue et comportait de nombreuses priorités jugées complexes.

Les résultats détaillés des discussions figurent ci-dessous. Les priorités sont traitées par ordre d'importance, en fonction du nombre de répondants qui les ont incluses dans leurs trois premiers choix.

S'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille

Bien que les participants n'aient pas spontanément cité l'accès aux médecins de famille lors de la discussion sur les priorités du gouvernement du Canada, cet élément de la liste a fait figure de grande priorité. Il l'a emporté de peu sur la réduction des impôts de la classe moyenne, en raison de la forte proportion des participants de Windsor qui l'ont choisi à titre de priorité absolue.

Maints participants ont justifié leur choix en évoquant les difficultés qu'ils avaient rencontrées personnellement, ou que des proches avaient rencontrées, pour trouver un médecin. Ils ont mentionné la surutilisation des services d'urgence locaux, source d'engorgements et de longs délais. Plusieurs ont attiré l'attention sur les coûts qu'entraîne le manque d'accès aux médecins de famille et aux soins préventifs, notamment pour la santé personnelle et publique, le système de santé, l'économie, et la capacité du pays à s'intéresser et à s'attaquer à d'autres enjeux, tel l'environnement. L'accès aux médecins de famille et aux soins de santé a largement été considéré comme un enjeu primordial.

Tout le monde ou presque était d'avis qu'il serait difficile pour le gouvernement du Canada de concrétiser cette priorité. Aux yeux de la plupart, c'était l'un des plus grands défis de la liste. Certains

participants ont signalé la complexité et le caractère persistant du problème en guise de preuve. La pénurie de médecins a été vue comme un obstacle majeur à l'universalité des soins et comme un problème dont la résolution demandera du temps. À Windsor et à Sydney, plusieurs participants ont évoqué la difficulté d'attirer des médecins dans leur collectivité, ajoutant que ce problème se pose pour de nombreuses petites villes du Canada, surtout dans le Nord, et pour les communautés autochtones.

En ce qui concerne l'évaluation des mesures prises par le gouvernement pour réaliser cette priorité, beaucoup ont dit que l'accès accru aux services, les délais réduits pour obtenir un rendez-vous et le désengorgement des salles d'urgence seraient confirmés par l'expérience, la leur ou celle des autres. Certains ont affirmé qu'ils verraient davantage de fonds consacrés aux hôpitaux et aux cliniques, aux bourses de médecine ainsi qu'aux centres de formation et d'enseignement. Certains croyaient également qu'ils entendraient parler d'une intégration plus rapide des nouveaux médecins immigrants.

Réduire les impôts de la classe moyenne

La réduction du fardeau fiscal de la classe moyenne s'est également classée au haut de la liste, les participants l'ayant très souvent retenue dans leurs trois premiers choix ainsi qu'à titre de priorité absolue. À Trois-Rivières et à Sydney, cette priorité est arrivée à égalité avec celle de l'accès universel à un médecin de famille.

Invités à expliquer leur choix, les participants ont exprimé leur frustration à l'égard d'impôts jugés excessifs et décrit les difficultés financières qui en découlent. Certains trouvaient le système actuel déséquilibré, arguant que les Canadiens riches paient trop peu d'impôt, que les Canadiens vivant de l'assistance sociale profitent de services gratuits, et que les Canadiens moyens comme eux sont pris à la gorge. D'autres avaient l'impression d'être pénalisés pour leur dur travail et de ne pas arriver à améliorer leur sort, voire de reculer financièrement, à cause du fardeau fiscal. D'autres encore ont dit qu'ils ne recevaient pas assez en échange des impôts versés, citant l'état actuel des soins de santé, par exemple, ou des infrastructures locales. La plupart des commentaires ont porté sur des frustrations de cette nature. De rares participants ont fait valoir que la réduction des impôts de la classe moyenne serait également bonne pour l'économie.

À la différence de l'accès universel aux médecins de famille, la réduction des impôts n'a pas semblé devoir être une priorité difficile à concrétiser pour le gouvernement. Cela dit, quelques participants ont évoqué le risque qu'en réduisant les recettes fédérales, cette mesure n'ait des effets négatifs sur la capacité d'assumer le coût d'autres priorités telles que les soins de santé et le régime d'assurance-médicaments.

Pour ce qui est d'évaluer les mesures prises à l'appui de cette priorité, la plupart des participants s'attendaient à remarquer personnellement les effets des réductions d'impôts, en plus d'en entendre parler dans les médias.

Mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance

La mise en place d'un régime d'assurance-médicaments a aussi été couramment retenue parmi les trois premiers choix ainsi qu'à titre de priorité absolue. Cet élément de la liste a obtenu la troisième place, à une certaine distance des deux premiers choix, mais avec une longueur d'avance sur le milieu du classement.

Les participants qui ont attribué une priorité élevée à l'assurance-médicaments ont parlé du coût des médicaments. Certains ont reconnu qu'un tel régime leur serait personnellement utile, car ils n'avaient pas de couverture d'assurance. Mais pour la plupart, c'était surtout une question d'équité et de souci à l'égard des gens qui ont besoin de médicaments chers et qui se démènent pour en assumer le coût ou bien renoncent à les acheter. La majorité des participants jugeaient l'assurance-médicaments indispensable pour réaliser la promesse des soins de santé universels.

La plupart des gens s'attendaient à ce que la mise en œuvre d'un régime d'assurance-médicaments soit difficile, surtout en raison des coûts qu'elle implique, selon eux. La complexité de l'entreprise a également été vue comme un obstacle, et quelques participants pensaient que les compagnies pharmaceutiques s'opposeraient peut-être au projet.

En ce qui concerne l'évaluation des mesures de soutien à un tel régime, les participants avaient l'impression qu'ils les constateraient eux-mêmes à travers les économies réalisées et l'accès aux traitements médicamenteux, et qu'ils entendraient moins parler de la barrière du coût pour d'autres.

Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure

Un nombre moyen de participants ont mis cette priorité dans leurs trois premiers choix et de rares personnes en ont fait leur priorité absolue. À l'échelle régionale, c'est à Windsor que le projet d'augmenter le salaire minimum fédéral a recueilli le plus d'appuis, se classant en deuxième place derrière l'accès aux médecins de famille.

Les personnes qui ont affirmé l'importance de cet engagement étaient souvent préoccupées par le coût élevé de la vie, surtout le logement et les besoins fondamentaux. Pour certaines, la question du salaire minimum était pertinente sur le plan personnel, mais d'autres y voyaient une affaire d'équité et trouvaient important que tout le monde gagne un salaire suffisant. Un certain nombre de participants craignaient toutefois qu'une hausse du salaire minimum fédéral soit préjudiciable à l'économie et fasse monter les coûts des entreprises et des consommateurs. Quelques-uns ne voyaient pas d'issue à la situation et trouvaient que les hausses provinciales du salaire minimum avaient déjà eu des répercussions économiques négatives. Cela dit, peu de gens se sont opposés au projet.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050

Dans l'ensemble, cet enjeu a été considéré comme moyennement prioritaire. À Windsor, en particulier, de rares participants y ont attaché de l'importance, sans pour autant s'y opposer.

Les personnes qui l'ont privilégié étaient inquiètes de l'environnement et des changements climatiques. De leur point de vue, il était capital que le Canada et d'autres pays passent sérieusement à l'action pour « protéger l'avenir » et « les fondements de la vie sur Terre ». Même parmi ces participants, toutefois, la plupart croyaient qu'un tel objectif poserait un défi dans la mesure où il exige une vaste transformation des comportements individuels et organisationnels. Certains ont souligné la difficulté d'obtenir la coopération d'autres pays dans ce dossier. Par ailleurs, un certain consensus s'est dégagé sur le fait que la transition vers des sources d'énergie plus vertes demanderait des efforts immenses et se heurterait à de nombreux obstacles.

Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d'ici 2025

Cette priorité a également figuré en milieu de liste. Les femmes ont été plus susceptibles que les hommes d'y accorder de l'importance, et les participants de Sydney l'ont plus souvent mise au rang de priorité absolue que ceux des autres groupes, en particulier à Windsor.

Les répondants pour qui cet objectif revêtait une grande importance étaient d'avis que la conservation est nécessaire à la protection de l'environnement et de « l'avenir ». Les participants de Sydney ont souligné l'importance de l'environnement pour leur économie, en particulier pour le secteur de la pêche et les emplois locaux.

Personne n'a écarté cette priorité, mais de nombreux participants ont dit qu'elle serait difficile à réaliser. Ils l'ont souvent décrite comme une entreprise ambitieuse, exigeant du temps et des ressources considérables, vu la taille du pays. De plus, certains la trouvaient « vague » et s'interrogeaient sur ce que signifie « conserver et protéger » l'environnement.

Éliminer tous les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières Nations d'ici 2021

Le libellé de cette priorité a semé la confusion chez certains participants. Croyant qu'il s'agissait d'éliminer les avis sur la qualité de l'eau potable sans remédier au problème sous-jacent, plusieurs ont estimé qu'il fallait rayer cette priorité de la liste. Cette interprétation erronée s'est le plus souvent produite à Trois-Rivières, chez des participants qui semblaient peu informés sur le problème de l'eau potable dans les réserves canadiennes. Aucun répondant de cette ville n'a fait de cet objectif une priorité absolue et beaucoup s'y sont opposés, le reléguant au bas de la liste.

Les personnes déjà au courant du problème et conscientes que cette priorité avait trait à l'amélioration de la qualité de l'eau, ont qualifié la situation actuelle d'inacceptable et de « scandaleuse ». Même à Trois-Rivières, la majorité des participants ont été de cet avis après avoir obtenu des éclaircissements sur le résultat recherché et la nature de l'enjeu. La mauvaise qualité de l'eau dans les réserves a largement été considérée comme un problème moral et un manquement de la part du Canada. Les participants d'un peu partout ont insisté sur le fait qu'aucun Canadien ne devrait être privé de quelque chose d'aussi fondamental que l'eau potable. Vu l'intensité des sentiments exprimés et le consensus sur la gravité du problème, les participants auraient peut-être attribué à cette priorité une place plus élevée au classement s'ils en avaient eu une meilleure compréhension initiale.

Quant au moyen d'évaluer les mesures prises pour la concrétiser, la plupart des personnes interrogées ont dit que les médias feraient le suivi et signaleraient des améliorations sur le plan de la santé dans les communautés des Premières Nations. Les participants qui avaient une connaissance préalable du sujet pensaient également qu'ils en entendraient moins parler.

Planter 2 milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air

Quoique peu de participants aient objecté à cette priorité, elle s'est retrouvée vers le bas de la liste. De l'avis des répondants qui y voyaient une priorité importante, la plantation d'arbres était susceptible d'avoir une grande incidence sur la qualité de l'air et offrait une solution aux changements climatiques plus simple et moins coûteuse que la réduction des GES.

Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure

Cette priorité s'est retrouvée en fin de liste. Sans susciter une opposition généralisée, elle a plus souvent été rejetée qu'incluse dans les trois premiers choix des participants.

Du côté des opposants, l'idée que le gouvernement du Canada mette en œuvre un tel régime dans les provinces n'ayant pas établi leur propre politique suscitait un malaise. À Windsor, en particulier, il était entendu que ce genre d'initiative relève à juste titre de la compétence provinciale. D'autres motifs de préoccupation étaient les risques d'effets négatifs sur l'économie et les coûts accrus pour les consommateurs, les gouvernements et les entreprises. De toute évidence, cette priorité a également prêté à confusion, puisque plusieurs participants ont dit ne pas la comprendre, quoiqu'ils l'aient parfois associée à une « taxe sur le carbone ».

Un certain nombre de participants croyaient que la mise en œuvre de cette priorité poserait problème au gouvernement du Canada. L'entreprise paraissait compliquée à certains, tandis que d'autres jugeaient les gouvernements provinciaux mieux placés que le gouvernement fédéral pour adopter une politique efficace de réduction des émissions de carbone. Beaucoup pensaient également que cette mesure serait délicate à instaurer vu la résistance des provinces touchées. Enfin, plusieurs ne savaient trop comment l'on pourrait procéder pour évaluer les mesures liées à cette priorité.

Bannir toutes les armes d'assaut au Canada

L'interdiction des armes d'assaut a reçu une très faible priorité de manière générale. Seuls quelques participants l'ont incluse dans leurs trois premiers choix. Tous groupes confondus, les participants étaient plus susceptibles de s'y opposer, surtout les hommes.

Si certains s'élevaient contre l'interdiction des armes par principe, y voyant une atteinte à la liberté individuelle, de plus nombreux participants estimaient qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure des fusils d'assaut au Canada. Selon eux, les efforts visant à les bannir constitueraient une perte de temps, d'argent et d'efforts pour le gouvernement fédéral, et ne permettraient pas de régler les problèmes sous-jacents de la violence armée et de la criminalité. Beaucoup étaient d'accord pour dire que le projet d'interdiction serait matière à controverse ou provoquerait une levée de boucliers, ce qui compliquerait sa mise en œuvre par le gouvernement du Canada.

Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire

Cette priorité a occupé la toute dernière place dans la liste. Seul un participant l'a inscrite dans ses trois premiers choix, et bon nombre l'ont citée comme un élément de la liste ne méritant pas l'attention du gouvernement fédéral.

Bien que certains aient noté que le gouvernement fédéral pourrait abolir des restrictions et encourager la concurrence afin de faire baisser les prix, beaucoup ont eu l'impression qu'il outrepasserait son rôle en cherchant à fixer le prix des services pour les entreprises privées et les compagnies de téléphone. D'autres se sont montrés circonspects, disant ne pas bien comprendre comment le gouvernement parviendrait à une réduction de 25 %. La plupart étaient fermement convaincus, par ailleurs, que le gouvernement du Canada a des priorités plus pressantes auxquelles s'atteler.

Enjeux locaux (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Les participants ont recensé un large éventail d'enjeux dans leurs collectivités respectives, avec certaines convergences d'un lieu à l'autre, mais également des écarts notables. Les participants de toutes les villes ont exprimé des inquiétudes concernant l'économie locale et les emplois, l'accès aux services de santé mentale et les mesures de soutien aux populations vulnérables. Au chapitre des besoins en infrastructures, ils ont surtout insisté sur le transport, qu'il s'agisse des routes, des autoroutes et des ponts, des installations portuaires ou du transport en commun. Dans une large mesure cependant, la nature véritable des enjeux et priorités a varié en fonction du lieu.

Le niveau de sensibilisation aux investissements fédéraux était faible dans tous les groupes, hormis le groupe des femmes de Sydney, et les avis étaient partagés quant à la contribution du gouvernement du Canada à la collectivité.

Windsor

À Windsor, les enjeux liés au déclin socio-économique ont dominé la discussion. Les participants ont évoqué le repli du secteur automobile et manufacturier, la disparition d'emplois bien rémunérés et l'intensification d'une foule de problèmes sociaux, dont la pauvreté et le sans-abrisme, la violence, la criminalité, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale. Ils ont fait remarquer que le coût du logement aggrave les difficultés financières et continue de croître avec l'arrivée de gens d'autres villes en quête d'options plus abordables. Certains ont noté les pressions accrues que cet afflux de nouveaux résidents exerce sur des infrastructures de transport déjà surutilisées. Beaucoup jugeaient que les infrastructures locales sont négligées, que les autoroutes et les ponts ont besoin d'être élargis, et les routes, mieux entretenues.

Interrogés sur la contribution du gouvernement du Canada à leur collectivité au cours de la dernière année, les participants ont eu du mal à citer des répercussions positives ou négatives. Quelques-uns pensaient que le gouvernement fédéral avait peut-être contribué à l'élargissement du pont ou de

l'autoroute, mais sans en être sûrs. L'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) et la prestation fiscale canadienne pour enfants ont fait l'objet de mentions positives ici et là, tandis que la « taxe sur le carbone » a suscité plusieurs commentaires négatifs. Les participants du groupe d'hommes ont dit de leur ville qu'elle était oubliée ou délaissée du gouvernement.

De l'avis de la plupart, les grands changements survenus ces dernières années ont été dans une large mesure négatifs, que ce soit le déclin industriel et social ou l'afflux de population qui a fait exploser le prix des maisons. Dans le groupe des femmes, cependant, certains points positifs ont été associés à « l'embourgeoisement », par exemple l'ouverture de meilleurs restaurants, l'embellissement du secteur riverain et l'augmentation du nombre de distilleries et d'établissements vinicoles dans la région.

Trois-Rivières

À Trois-Rivières, les enjeux les plus couramment soulevés ont varié en fonction du sexe. Le groupe des femmes a mis l'accent sur le manque d'accès aux soins de santé et aux services de santé mentale, ainsi que sur la nécessité de mieux soutenir les populations vulnérables de leur collectivité, tout spécialement sur le plan de l'emploi. Chez les hommes, les enjeux économiques ont primé. L'adoption de mesures d'aide supplémentaires pour les entreprises locales a fait figure de priorité, tout comme l'importance de diversifier l'économie et d'encourager les industries axées sur la technologie et l'innovation. Les deux groupes se sont dits interpellés par les problèmes environnementaux de leur région, par exemple la qualité de l'air et la pollution du fleuve. Certaines personnes étaient d'avis que de nouveaux outils et programmes de sensibilisation sont de mise pour promouvoir des comportements plus écologiques à l'échelle locale.

En ce qui concerne les infrastructures, les participants souhaitaient un meilleur entretien des routes locales, la reconstruction d'un des ponts, l'aménagement du port et davantage d'options de transport en commun (y compris un service de train à grande fréquence). Les femmes ont également mentionné l'amélioration des parcs pour les enfants et la réfection des écoles de la ville.

Le niveau de sensibilisation aux investissements du gouvernement du Canada dans la région était faible, et les participants avaient peu de choses à dire sur les répercussions — positives ou négatives — des politiques fédérales. Quelques personnes avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait contribué aux travaux portuaires ou versé une aide financière à des garderies et à un hôpital local. Certains hommes étaient au courant du crédit d'impôt pour enfants, mais le trouvaient insuffisant à titre d'allègement fiscal pour les familles. Certains participants ont fait remarquer, sur une note positive, que la hausse de l'immigration venait enrichir le bassin de main-d'œuvre qualifiée dans la région.

Parmi les changements locaux qui se sont produits au cours des cinq dernières années, nombre de participants ont salué la croissance du tourisme. Certains ont expliqué que l'aménagement du secteur riverain favorisait le tourisme et l'activité économique, bien que d'autres aient signalé la dette engendrée par ces travaux. L'essor de la population, l'immigration et la construction résidentielle ont été vus comme des points positifs, dans l'ensemble. Certains effets néfastes sur les espaces verts, les arbres et la circulation leur ont cependant été imputés, tout comme à la croissance du tourisme.

Sydney

Le chômage et le manque d'emplois étaient au cœur des préoccupations à Sydney, tout comme le sentiment que le gouvernement provincial néglige la région et ne lui consacre pas sa « juste part » d'investissements. La santé, la santé mentale et les drogues ont été désignées comme des défis de taille pour la ville, auxquels s'ajoutent les longs délais d'attente pour voir un médecin et la pénurie de personnel hospitalier. Un autre problème majeur, de l'avis général, tenait à la détérioration des infrastructures, comme en témoignent les nids-de-poule, le manque de routes pavées, l'insuffisance des services de transport en commun et les problèmes de trottoirs. Les participants ont aussi déploré que les logements coûtent de plus en plus cher, et certains ont signalé que l'impôt élevé des sociétés nuit à l'économie et contribue au chômage.

Bon nombre de femmes avaient l'impression que Sydney est mieux traitée par le gouvernement fédéral que par l'administration provinciale. Elles ont évoqué le financement fédéral consacré au collège, à la revitalisation du centre-ville, au prolongement de la promenade riveraine, à une réserve des Premières Nations des environs, et à la création d'emplois. Les hommes, en revanche, n'étaient pas au courant des investissements réalisés par le gouvernement du Canada dans la région ni de leurs retombées. Certains pensaient que des projets locaux avaient sans doute bénéficié de fonds fédéraux, et d'autres, que la légalisation du cannabis avait créé des débouchés pour les entreprises locales. Plusieurs participants jugeaient toutefois que le gouvernement fédéral devrait être plus présent dans la région et qu'à l'instar du gouvernement provincial, il fait peu de cas de Sydney. Les modifications apportées aux règles de l'assurance-emploi ont aussi suscité quelques critiques pour leur manque de clarté.

Les participants ont recensé des évolutions aussi bien positives que négatives dans leur collectivité ces dernières années. Du côté négatif, ils ont signalé le vieillissement et le déclin de la population, la fermeture d'entreprises et d'hôpitaux locaux, l'exode des jeunes qui cherchent des possibilités d'avenir ailleurs et la montée des problèmes sociaux, comme la toxicomanie. Du côté positif, les participants ont mentionné l'essor du tourisme saisonnier et l'arrivée d'étudiants étrangers qui contribuent à l'économie.

Désaffection de l'Ouest (Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Exercice

On a demandé aux participants des groupes de l'Ouest d'écrire sur une feuille de papier les mots qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation entre le gouvernement du Canada et leur province.

Malgré quelques opinions similaires relevées d'une ville à l'autre, en particulier quant au sentiment que leur province était oubliée ou négligée, on a également noté des points de vue divergents chez les participants.

À Abbotsford, la plupart estimaient que le gouvernement fédéral ignorait leur province et ses intérêts au profit de l'Ontario et du Québec, là où se trouve la majorité de la population du Canada. Ils ont été nombreux à parler d'un « décalage » entre les priorités respectives de la Colombie-Britannique et du gouvernement fédéral, ce dernier étant perçu comme beaucoup plus à l'écoute des besoins des industries manufacturières que de ceux du secteur primaire, notamment. Certains ont dit que le gouvernement n'accordait de l'attention à la Colombie-Britannique qu'en cas de nécessité. Malgré le caractère négatif de leurs commentaires, les participants d'Abbotsford étaient plus déçus qu'en colère à propos de la manière dont le gouvernement traitait leur province, qu'ils percevaient largement comme injuste.

En revanche, les attitudes négatives étaient plus viscérales et tranchées. Une majorité des participants pensaient que l'Alberta n'était pas traitée avec équité, surtout dans le groupe des hommes, qui s'entendaient pour dire que leur province était mise à l'écart ou reléguée au dernier rang. Certains la décrivaient comme la « négligée » de la Confédération. Des participants des deux groupes avaient l'impression qu'on les déteste et se sentaient isolés, étaient en colère ou estimaient que le gouvernement du Canada leur mentait. Tout comme à Abbotsford, plusieurs commentaires portaient sur la perception que l'Ontario et le Québec bénéficiaient d'un traitement préférentiel. Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement du Canada et le reste du Canada acceptaient volontiers les paiements de péréquation de l'Alberta, en faisant fi des préoccupations et des difficultés de la province. Ils étaient d'avis que dans le reste du Canada, la plupart s'opposaient aux pipelines et manifestaient peu d'appui à l'égard de l'industrie pétrolière et gazière, ce qui désavantageait l'économie albertaine. Même si les perceptions à propos de la manière dont le gouvernement traitait leur province étaient largement négatives, certains participants rejetaient également le blâme sur leur propre gouvernement provincial, soulignant un manque de collaboration, de communication et d'engagement constructif chez les deux parties.

À Winnipeg, les descriptions de la relation entre le Manitoba et le gouvernement fédéral étaient plus diversifiées. Certains la décrivaient comme « tendue » ou « houleuse » dans le contexte des différends relatifs à la « taxe sur le carbone ». Quelques-uns estimaient que le gouvernement fédéral néglige leur province au profit de celles plus riches, dont l'Alberta et la Colombie-Britannique, en plus du centre du Canada. D'autres ont cependant dépeint la relation entre le Manitoba et le gouvernement en des termes plus positifs, comme « amicale » et « nécessaire », en soulignant l'importance de l'unité nationale et le rôle du Manitoba pour « assurer la liaison » entre l'Ouest et le reste du Canada. Même s'ils ont mis en relief quelques défis et reconnu que des problèmes existent, lorsqu'on a demandé aux participants si le Manitoba était traité équitablement, la plupart ont répondu par l'affirmative.

Invités à se prononcer sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour démontrer qu'il est à l'écoute des préoccupations de leur province, les participants d'Abbotsford et d'Edmonton ont formulé des suggestions similaires. Beaucoup ont dit qu'ils souhaitaient seulement que leur province et sa contribution au pays et à l'économie nationale soient reconnues. Ils ont suggéré que le gouvernement

fédéral mette en valeur plus activement et fréquemment les contributions de l'Ouest dans ses communications, en soulignant l'importance de leurs industries, notamment les secteurs forestier, pétrolier et gazier, à la réussite et à la croissance de l'économie canadienne et fasse des efforts pour expliquer au reste du Canada le rôle essentiel joué par les pipelines. Certains voulaient que le gouvernement fédéral arrête de dénigrer les industries primaires et extractives de l'Ouest. En revanche, ils estimaient qu'il faudrait souligner et reconnaître davantage les mesures déjà mises en œuvre par ces industries pour bien s'acquitter de leurs responsabilités en gérance de l'environnement et continuer de le faire.

À Abbotsford et à Edmonton, les participants ont émis le souhait que le gouvernement fédéral soit plus à l'écoute des citoyens et des dirigeants politiques de leurs provinces respectives et qu'il communique mieux avec eux. Concernant l'impression que les résultats de l'élection fédérale étaient connus avant la fermeture des bureaux de scrutin dans leur région, certains commentaires portaient sur les modifications à apporter à cette approche¹. À Edmonton, les participants espéraient que le gouvernement fédéral manifeste plus de compréhension quant aux craintes ressenties par les gens de l'Alberta au sujet de leurs moyens de subsistance, fournisse plus d'aide en matière de reconversion professionnelle et d'acquisition de nouvelles compétences et fasse preuve de plus de transparence à propos de ses dépenses. En revanche, à Winnipeg, les participants ont formulé seulement quelques suggestions. Celles-ci comprenaient de l'aide relative au coût de la vie, touchant notamment les tarifs d'électricité, et des efforts supplémentaires pour soutenir les collectivités autochtones, par exemple, concernant la salubrité de l'eau potable dans les réserves.

Prolongement du réseau Trans Mountain

Outre les discussions portant sur la relation entre le gouvernement du Canada et les provinces, les groupes de l'Ouest se sont penchés sur un ensemble d'enjeux propres à cette partie du Canada, dont le prolongement du réseau pipelinier Trans Mountain.

La majorité des participants étaient au courant de la controverse, de l'opposition entourant la construction du réseau Trans Mountain ou des pipelines, en général, et savaient qu'il y avait eu plusieurs retards. Certains ne savaient pas ce qu'était exactement le réseau Trans Mountain. Les participants des différentes villes ne savaient pas tous dans une même mesure si le projet avait été approuvé ou commencé. À Abbotsford et à Winnipeg, la plupart des participants ignoraient à quelle étape le projet Trans Mountain était rendu, tandis qu'à Edmonton, ils étaient nombreux à savoir que le projet avait été approuvé et à penser que les travaux avaient déjà commencé. À Abbotsford et à Edmonton, quelques participants ont mentionné une récente décision de la Cour à l'encontre de la

¹ Lors d'une élection générale, les heures de vote sont [décalées](#) afin que la majorité des résultats soient connus à peu près en même temps partout au pays. Cependant, certains participants étaient d'avis que la période de vote se terminait plus tard en Alberta et en Colombie-Britannique, et que le dévoilement des résultats avait lieu après la fermeture des bureaux de vote en Ontario, avant que maints électeurs n'aient eu l'occasion de voter dans ces provinces, de sorte que leur vote n'avait pas d'incidence sur l'issue de l'élection.

Colombie-Britannique qui se rapportait à Trans Mountain. Il s'agissait sûrement de l'arrêt de la Cour suprême du Canada, rendu peu avant la tenue des groupes de discussion, rejetant l'appel de la Colombie-Britannique qui soutenait que la province devrait avoir le droit de limiter le contenu de l'oléoduc Trans Mountain.

Qu'ils aient été familiers ou non avec l'état d'avancement du projet Trans Mountain, peu de participants pensaient qu'il serait achevé dans les délais prévus. Bon nombre pensaient qu'il accusait déjà du retard et certains ont mentionné ne pas être au courant des mises à jour apportées à l'échéancier. La plupart ont convenu que l'opposition incessante risque de donner lieu à d'autres obstacles et retards. Certains remettaient en doute l'appui du gouvernement fédéral et sa volonté de faire avancer le projet. Qui plus est, beaucoup étaient d'avis que les projets de cette envergure sont rarement achevés à temps et qu'il est normal que des défis surgissent en cours de route, même s'ils ne font pas l'objet de controverse et d'opposition comme les projets de pipelines.

Projets de loi C-69 et C-48

Dans les différents groupes, peu de participants connaissaient ces projets de loi par leur nom ou leur numéro, sauf ceux à Edmonton, où la plupart des femmes et quelques hommes ont affirmé en avoir entendu parler. Même dans cette ville, peu de gens parvenaient à décrire la teneur des projets de loi.

Dans un souci de clarté, on a fourni les descriptions qui suivent aux participants de chacun des groupes, exposant brièvement une partie du débat à leur sujet, avant de solliciter les points de vue :

Le projet de loi C-69, récemment adopté par le gouvernement fédéral, renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle. Alors que certaines personnes disent que cette loi accorde d'importantes protections pour assurer que les communautés locales soient au fait des risques environnementaux posés par les nouveaux projets et qu'elles aient leur mot à dire sur leur réalisation, d'autres disent qu'elle crée trop de paperasserie et qu'elle risque de ralentir ou de stopper la mise en œuvre d'importants projets, y compris des pipelines.

Le projet de loi C-48, récemment adopté par le gouvernement fédéral, empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. Certaines personnes disent que cette loi réduira le risque de déversement de pétrole dans les écosystèmes marins délicats, tandis que d'autres craignent qu'elle ne limite la capacité du Canada à exporter du pétrole vers les marchés étrangers en limitant les ports que peuvent utiliser des pétroliers.

Un peu plus de participants ont reconnu ces projets de loi, après avoir pris connaissance des descriptions. Même à Edmonton, où les participants ont été nombreux à reconnaître les projets de loi par leur nom ou numéro, certains ont dit que c'était la première fois qu'ils entendaient parler de ces projets de nouveaux règlements. Dans l'ensemble, l'appui manifesté à l'égard de ces projets de loi était inégal. La plupart des participants d'Edmonton et du groupe de femmes d'Abbotsford se méfiaient de ces projets de loi ou s'y opposaient carrément, jugeant qu'ils auraient des effets négatifs sur

l'économie et les emplois. À Abbotsford, les hommes étaient nombreux à les appuyer, car ils les jugeaient nécessaires pour protéger l'environnement, avec réserve toutefois. Certains craignaient que l'adoption de ces projets de loi ne soit qu'un exercice de relations publiques ou qu'elle se traduise par une réglementation et une complexité excessives. À Winnipeg, bon nombre jugeaient que ces projets de loi étaient une bonne idée, mais se disaient préoccupés par la possibilité qu'ils entravent le progrès économique, ne donnent pas les résultats escomptés ou aient des effets imprévus, si leur mise en œuvre n'est pas réfléchie.

Les restrictions proposées visant les pétroliers ont suscité le plus de préoccupations ou de questions chez les participants de tous les groupes. Certains participants d'Edmonton et de Winnipeg avaient l'impression que ces restrictions risquaient de ne pas s'appliquer aux pétroliers américains, ce qui désavantage le Canada. À Abbotsford, des participantes du groupe de femmes craignaient que ce projet de loi en particulier nuise au commerce avec l'Asie. Par ailleurs, certains dans le groupe d'hommes souhaitaient savoir si la côte sud, à proximité de leur collectivité, ferait l'objet de protections similaires.

En ce qui a trait au projet de loi C-69, de nombreux participants à Edmonton voyaient une contradiction dans le fait que le gouvernement fédéral s'engage à mener des consultations s'il a l'intention que le projet pipelinier aille de l'avant, une issue dont la plupart d'entre eux présumaient ou qu'ils souhaitaient. À Abbotsford, certains dans le groupe d'hommes voulaient savoir si cet engagement à tenir des consultations était sincère, tandis que beaucoup de participantes du groupe de femmes estimaient qu'une opposition à la construction du réseau pipelinier pour des motifs de sécurité était contre-productive, croyant que les pipelines sont un moyen de transport plus sûr que le chemin de fer.

Paiements de péréquation

La plupart des participants avaient déjà entendu parler de la notion de « paiements de péréquation » ou la connaissaient précisément, mais très peu ont été en mesure de décrire le fonctionnement du système de péréquation en détail ou avec confiance ou exactitude. Les explications fournies s'articulaient surtout autour de l'idée que les provinces contribuaient à un fonds national, dont les sommes étaient ensuite redistribuées en employant une formule dépassée qui devrait être revue. De nombreux participants d'Edmonton jugeaient que l'Alberta « paie trop ». Un certain nombre de participants d'ailleurs au pays disaient être au courant de la préoccupation de l'Alberta concernant l'équité du système de péréquation. Par ailleurs, le Québec a été mentionné dans plusieurs groupes comme la province qui, aux dires de quelques participants, reçoit « trop » du système.

Compte tenu de ces descriptions fournies par d'autres participants des groupes et de leur propre connaissance limitée, la plupart ne savaient pas si le système de péréquation devait être modifié. Ils étaient nombreux à penser qu'un examen s'impose, à tout le moins, pour s'assurer que le système est juste et tient compte de la situation de l'Alberta. Toutefois, la plupart des femmes à Abbotsford et des hommes à Edmonton croyaient fermement que le système est injuste et doit être modifié.

En raison du manque de connaissances des participants sur le fonctionnement du système, aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les modifications ou améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

La connaissance de cet enjeu variait d'un groupe et d'une ville à l'autre. À Winnipeg, beaucoup de participants en avaient entendu parler. À Abbotsford, certains participants étaient au courant de cet enjeu, d'autres non, alors qu'à Edmonton, quelques femmes et la plupart des hommes ont indiqué avoir vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine. La plupart n'en connaissaient pas les détails, outre les grands titres diffusés par les médias, mais certains étaient d'avis que cela faisait partie d'un différend commercial et diplomatique plus large entre le Canada et la Chine, lié à l'assignation à résidence d'une dirigeante chinoise. À part quelques participants de Winnipeg, peu de gens connaissaient l'impact de ce boycottage à l'échelle régionale ou la réaction du gouvernement fédéral en réponse à cette question, qu'il s'agisse du soutien qu'il consent aux agriculteurs ou de sa relation avec la Chine.

Dans un souci de clarté, des renseignements généraux ont été fournis à tous les groupes et on leur a ensuite demandé de formuler leur avis sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire. Ils ont été invités à examiner trois possibilités de réponse :

- faire des concessions, de façon à rétablir les exportations de canola canadien vers la Chine;
- exercer des représailles contre la Chine en imposant nos propres sanctions sur leurs produits;
- continuer de soutenir financièrement les agriculteurs, tout en tentant de négocier avec la Chine et de trouver une solution qui ne comprend ni concessions ni représailles.

La plupart ont répondu que le Canada devrait choisir la dernière option et poursuivre ses négociations avec la Chine, sans envisager de représailles ou de concessions, tout en continuant d'aider les agriculteurs, ce qui, dans une large mesure, leur semblait être l'approche la plus raisonnable, la plus constructive et la plus « canadienne » pour régler ce problème. Une majorité de participants se sont dits d'accord avec les deux aspects de cette approche — des négociations peuvent s'avérer judicieuses et elles représentent une option constructive et le Canada doit continuer de soutenir les agriculteurs du pays.

En ce qui concerne le fait d'accorder des concessions, quelques participants ont dit qu'il s'agirait peut-être de l'option pragmatique, étant donné la taille du marché chinois et l'importance du rôle de partenaire commercial que joue la Chine pour le Canada. Mais la plupart pensaient qu'il s'agit tout simplement d'une mauvaise idée qui nuirait aux intérêts canadiens et encouragerait la Chine à tirer profit de la volonté du Canada de capituler. Quelques-uns préféraient l'option des représailles, pour faire preuve de détermination et de force, mais la plupart pensaient que cette approche serait contre-productive, vu la taille du Canada, et qu'elle s'avérerait même périlleuse, ne servant qu'à une escalade du conflit et à la prise de mesures de rétorsion par la Chine.

Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux touchant spécifiquement l'Ouest du Canada qui ont été discutés — le prolongement du réseau Trans Mountain, les projets de loi C-69 et C-48, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine —, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

À Edmonton et dans le groupe de femmes d'Abbotsford (qui plaçaient systématiquement les préoccupations économiques avant celles touchant l'environnement), il a été convenu presque à l'unanimité que la construction du réseau Trans Mountain devrait constituer une priorité absolue pour le gouvernement fédéral, étant donné l'importance du projet pour l'économie et la création d'emplois. Plusieurs pensaient aussi que le projet de loi C-69 jouait un rôle de premier plan pour la mise en œuvre de ce projet et qu'il était donc également important. Chez les hommes d'Abbotsford, dont les préoccupations environnementales étaient plus élevées, la plupart pensaient qu'il serait préférable de résoudre le boycottage du canola par la Chine au moyen de négociations, tout comme bon nombre des hommes de Winnipeg. Les femmes de Winnipeg avaient des avis partagés sur les différents enjeux, aucun de ceux-ci n'étant ressorti comme priorité absolue.

Tarification du carbone (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Connaissance des nouvelles environnementales

Lorsqu'on a demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet de l'environnement, la plupart étaient peu au courant des nouvelles et de l'actualité dans ce domaine. Chaque groupe comptait une ou deux personnes bien renseignées, qui semblaient suivre de près les enjeux et les reportages relatifs à l'environnement. Beaucoup de participants avaient peu de choses à dire, mais la plupart avaient une connaissance générale des thèmes et des enjeux mentionnés. Ainsi, dans la plupart des groupes, les changements climatiques ont fait l'objet de commentaires généraux et de références à des phénomènes comme la fonte des calottes polaires et des glaciers, les records de température, les tempêtes violentes, le militantisme climatique et Greta Thunberg. Une « taxe sur le carbone » a également été évoquée dans tous les groupes ou presque, notamment sous l'angle des contestations et des débats la concernant. Les pipelines ont aussi largement retenu l'attention, en lien avec les émissions de gaz à effet de serre, les opposants au projet et l'Alberta. À Abbotsford et à Edmonton, les participants ont fait allusion au rejet par la Cour suprême d'un renvoi intenté par la Colombie-Britannique concernant le pipeline Trans Mountain. Les feux en Australie ont été mentionnés dans la plupart des groupes. Enfin, quelques participants de villes diverses ont cité le projet d'interdiction des plastiques à usage unique et en particulier des pailles en plastique.

Invités à faire part de ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et de l'environnement, les participants avaient à nouveau peu de nouvelles récentes à partager. Les mentions les plus fréquentes ont eu trait aux pipelines, à une « taxe sur le carbone » et aux efforts visant la réduction des gaz à effet de serre, dont presque tout le monde avait entendu parler. Les rares commentaires auxquels ces mentions ont donné lieu avaient tendance à porter sur la controverse et l'opposition ainsi que sur les compromis entre l'économie et l'environnement. Le projet d'interdiction des plastiques à usage unique, notamment les pailles et les sacs, a reçu quelques mentions, tout comme les pompiers canadiens partis combattre les feux en Australie.

Prix national sur la pollution

On a demandé aux participants de tous les groupes s'ils avaient entendu parler de l'introduction d'un « prix national sur la pollution » par le gouvernement du Canada. La question a recueilli un faible taux de reconnaissance et de réponse. Quelques participants dans chaque groupe ont répondu en avoir entendu parler, mais en ignorer les détails. Certains ont demandé s'il s'agissait de la « taxe sur le carbone » ou ont supposé que c'était le cas. Une fois établi que le prix national sur la pollution et la taxe sur le carbone étaient synonymes, la plupart des participants ont affirmé être au courant de l'initiative et ont poursuivi la discussion en utilisant l'expression qui leur était plus familière.

Invités à dire ce qu'ils avaient entendu au sujet de cette initiative fédérale, les participants ont le plus souvent évoqué son caractère controversé et l'opposition de certains gouvernements provinciaux, les coûts accrus pour les entreprises et les consommateurs, et l'ajout de frais à la pompe. Quelques personnes ont expliqué que la mesure avait pour objectif de réduire les gaz à effet de serre, ce que la plupart des gens ont semblé comprendre. D'autres ont précisé qu'elle visait plus particulièrement les entreprises, afin de les amener à réduire leurs émissions. Quelques participants ont mentionné les rabais.

En règle générale, cependant, les détails concernant le fonctionnement de la tarification nationale de la pollution étaient peu connus. Plusieurs participants ont d'ailleurs déploré le manque de clarté du programme, en reprochant au gouvernement fédéral de ne pas l'avoir suffisamment expliqué au public. Beaucoup ont fait des commentaires négatifs; ils étaient contre l'initiative, l'assimilaient à une « ponction fiscale », ou croyaient qu'elle rendrait la vie moins abordable et menacerait l'économie. À l'inverse, quelques autres ont fait des commentaires positifs et souligné le caractère nécessaire de cette mesure, vue comme un « point de départ important » pour le contrôle des émissions et l'atteinte des objectifs de réduction.

Les participants avaient une compréhension limitée des moyens utilisés pour percevoir la tarification nationale de la pollution. Interrogés directement à ce sujet, beaucoup ont admis leur ignorance. Ceux qui avaient une opinion croyaient le plus souvent que la tarification avait lieu à la pompe ou sur les factures de services publics. Certains ont avancé qu'elle prendrait la forme de droits environnementaux imposés aux consommateurs à l'achat de produits polluants, comme les produits électroniques et les pneus. De rares personnes savaient que les frais sont imputés directement aux entreprises en fonction de la quantité de CO₂ qu'elles génèrent. Quelques-unes ont dit qu'il s'agissait d'un système de plafonnement et d'échange.

De façon analogue, la plupart des gens ne savaient pas au juste ce qu'il advient des recettes perçues. Beaucoup supposaient qu'elles serviraient à financer des initiatives environnementales axées sur la réduction des émissions, notamment la recherche-développement de nouvelles technologies, le développement des énergies vertes ou des programmes d'éducation publique. Certains pensaient que l'argent retournerait tout simplement dans les coffres fédéraux pour être affecté aux dépenses de programme ou à la réduction du déficit. Quelques participants avaient entendu dire que l'initiative était censée n'avoir aucune incidence sur les revenus, mais ne comprenaient pas ce que cela signifiait ou étaient sceptiques à l'égard de cette déclaration.

Pour plus de clarté, la description qui suit a été lue aux participants de tous les groupes :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme — l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta — le système de tarification fédéral est actuellement en place. Le gouvernement du Canada a procédé à des évaluations comparatives annuelles de la tarification du carbone et a constaté que la Colombie-Britannique, le Québec, la Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest ont tous leur propre système de tarification de la pollution par le carbone qui satisfait pleinement aux exigences de rigueur du modèle fédéral pour 2020.*

Tous les produits perçus par le système fédéral en [PROVINCE] resteront en [PROVINCE] — 90 % seront remis directement aux résidents sous forme de paiement incitatif, de sorte qu'un ménage typique recevra environ (ON : 448 \$; MB : 486 \$; SK : 809 \$; AB : 888 \$). Les particuliers pourront réclamer ces montants dans leur déclaration de revenus de 2019; 10 % seront remis aux petites entreprises, aux hôpitaux et aux écoles.

Dans bien des cas, la description qui précède n'a pas suffi à éclairer la compréhension de cette politique. Au contraire, elle a plutôt entraîné une multitude de questions. Le plus couramment, les participants voulaient savoir où s'informer davantage, pourquoi les recettes perçues étaient retournées sous forme de remises au lieu de soutenir les efforts de réduction des émissions, et comment l'on procéderait pour évaluer, surveiller et communiquer les résultats au public. De leur propre aveu, ils étaient perplexes. Certains ont réitéré leur opposition à cette politique, en particulier à la mise en œuvre du système fédéral de tarification dans les provinces ne respectant pas la norme fédérale, mesure qui leur paraissait injustifiée ou contre-productive.

Exercice de dénomination

En tenant compte de la description donnée ci-dessus, les participants ont eu à considérer une liste de noms ou de phrases qui pourraient servir à décrire la politique. Ils devaient choisir les deux énoncés qu'ils préféraient et noter ceux qu'ils n'aimaient pas, le cas échéant. Ils ont expliqué leurs choix au cours de la discussion qui a suivi.

La liste de noms et de phrases fournie aux participants se lisait comme suit :

- Tarification du carbone
- Taxe sur le carbone
- Mettre un prix sur la pollution
- Taxer les grands pollueurs
- Pénaliser ceux qui polluent davantage
- Taxer la pollution
- Augmenter les taxes sur les entreprises émettrices de grandes quantités de carbone

Dans l'ensemble, les participants ont nettement privilégié les deux noms ou phrases déjà couramment utilisés à l'heure actuelle, soit : la taxe sur le carbone et mettre un prix sur la pollution. La seconde formulation a été jugée la plus acceptable pour le public et la plus fidèle à la politique. Lorsque la « taxe sur le carbone » a été choisie, c'était généralement parce que l'expression est déjà largement répandue et familière.

Les sections qui suivent présentent les noms et phrases classés par ordre d'importance selon leur fréquence à titre de premier choix, accompagnés des raisons qui ont incité les participants à les retenir et des aspects qui leur ont plu ou déplu dans chaque cas.

Taxe sur le carbone

Le facteur déterminant dans le choix de ce nom avait trait à sa familiarité et au fait qu'il est déjà entré dans l'usage. De nombreux participants croyaient qu'appeler ce plan autrement que « taxe sur le carbone » ne ferait qu'embrouiller les choses. Ils aimaient, par ailleurs, sa concision et sa simplicité. Certains ont expliqué l'avoir choisi parce qu'il était moins négatif que d'autres phrases qui mettent l'accent sur les sanctions imposées aux grands pollueurs ou aux sociétés. Quelques personnes hostiles à la tarification l'ont préféré pour son honnêteté, disant qu'il s'agissait d'une taxe et qu'il serait trompeur de lui donner un autre nom. Les participants qui n'aimaient pas l'expression ont cependant été aussi nombreux que ceux qui l'ont retenue parmi leurs deux premiers choix (ce scénario s'est d'ailleurs répété pour presque tous les énoncés de la liste). Ils étaient surtout réfractaires au mot « taxe », jugé impopulaire et susceptible de provoquer du ressentiment à l'égard du fardeau fiscal excessif que supportent déjà les Canadiens, à leur avis. D'autres n'aimaient pas le mot « carbone », qui leur semblait vague, peu clair ou compliqué.

Mettre un prix sur la pollution

Les participants en faveur de ce nom trouvaient généralement qu'il donnait une bonne description de la politique et qu'il était plus facile à comprendre, à adopter et à appuyer que la « taxe sur le carbone ». Beaucoup étaient d'avis qu'il sonnait mieux et aimaient le fait que l'expression évite tant le mot « taxe » que le mot « carbone », jugé vague ou nébuleux. La portée plus générale du terme, au-delà des émissions de carbone, a également plu à certains. Presque autant de participants ont rejeté l'expression, toutefois, parce qu'ils y voyaient une tentative par le gouvernement d'infléchir l'opinion sur la politique en évitant le mot « taxe ». Certains ont reproché à cette formulation son caractère trop

général, qui semble couvrir toutes les formes de pollution alors que la politique vise exclusivement les émissions de carbone, aspect qu'ont également reconnu certains participants qui aimaient l'expression.

Tarification du carbone

L'expression « tarification du carbone » a été moins souvent plébiscitée à titre de premier choix que la « taxe sur le carbone » et « mettre un prix sur la pollution ». En revanche, elle a été retenue dans les deux premiers choix par une proportion égale de participants. Les partisans de ce nom aimaient la précision du terme « carbone », puisque c'est le type de pollution visé par la politique, et l'omission du mot « taxe ». Aux yeux de beaucoup, non seulement ce dernier terme est-il impopulaire, mais il donne une description inexacte de la politique, en laissant entendre qu'il s'agit d'un paiement qu'on ne pourra éviter par un changement de comportement. La « tarification », d'après certains, renvoie à quelque chose de plus facultatif ou « discrétionnaire ». Dans l'optique de nombreux participants qui ont privilégié ce choix, la tarification du carbone non seulement fait meilleure impression que la taxe sur le carbone, mais elle correspond plus précisément à la politique que les autres énoncés de la liste. À nouveau, pratiquement autant de participants n'aimaient pas ce nom, en particulier le recours au mot « carbone », qu'ils trouvaient peu clair ou « vague » ou qu'ils assimilaient à du « jargon gouvernemental ».

Taxer la pollution

Tout comme la « tarification du carbone », l'expression « taxer la pollution » ne s'est pas démarquée à titre de premier choix, comparativement à la « taxe sur le carbone » et à « mettre un prix sur la pollution », mais a figuré en proportions égales dans les deux premiers choix des participants. Les personnes qui penchaient pour ce nom le trouvaient plus clair et plus facile à comprendre, avec sa mention de la « pollution », que la « taxe sur le carbone » et tout aussi simple et direct. Certains voyaient d'un bon œil son caractère « global », applicable à toutes les formes de pollution, tandis que d'autres l'ont critiqué pour la même raison, jugeant qu'il manquait de précision. C'est largement ce qui explique que les proportions de pour et de contre aient été assez comparables.

Taxer les grands pollueurs

À la différence des formulations précédentes, celle-ci a rarement fait partie du premier choix ou des deux premiers choix des participants. Ses défenseurs aimaient que l'accent porte sur les grands pollueurs, estimant que la politique devrait cibler ces derniers et leur faire assumer les coûts. Certains ont dit ne pas avoir d'objection à l'emploi du mot « taxe » dans ce contexte ou à l'idée d'imposer une taxe aux grands pollueurs, puisqu'ils sont à la source du problème, selon eux. De l'avis de plusieurs, ce type d'approche et ce nom sont plus sensés que les autres. Dans l'ensemble toutefois, les participants ont été presque deux fois plus nombreux à ne pas aimer cette formulation, précisément en raison de sa mention des grands pollueurs. Des participants de plusieurs groupes ont souligné l'importance que le message et la politique aient une portée plus large, car tout le monde contribue au problème et a un rôle à jouer dans l'effort de réduction des émissions. Quelques-uns ont également trouvé ce nom négatif, affirmant qu'il est contre-productif de pointer du doigt certains pollueurs.

Augmenter les taxes sur les entreprises émettrices de grandes quantités de carbone

Comme dans le cas précédent, un nombre restreint de participants ont retenu cette phrase à titre de premier ou de second choix. Ceux qui l'ont préférée à d'autres étaient souvent bien renseignés sur le fonctionnement et les destinataires de la politique, et appréciaient la clarté de la phrase et sa mention des entreprises plutôt que des consommateurs. De leur point de vue, elle offrait la description la plus exacte et la plus complète de la politique de tarification. Néanmoins, deux fois plus de gens se sont prononcés contre que pour, au motif que la phrase est trop longue et peu commode pour un nom et en raison de son insistance sur l'augmentation des taxes des sociétés. Plusieurs l'ont trouvée anti-sociétés et craignaient qu'elle ne dissuade les entreprises canadiennes d'appuyer ou d'adopter la politique, et les entreprises étrangères, d'investir au Canada.

Pénaliser ceux qui polluent davantage

Très peu de gens ont aimé cette phrase. Les participants ont massivement eu tendance à la rejeter et l'ont classée au dernier rang de la liste. Ils semblent avoir trouvé rebutant son caractère négatif et en particulier l'emploi du mot « pénaliser ». Les participants ont décrit cette phrase à l'aide de termes tels que « punitif » et « conflictuel ».

Perceptions à l'égard des objectifs et des résultats de la politique

À la suite de l'exercice sur les noms, les participants ont été invités à indiquer quel devrait être le principal objectif d'une stratégie qui met un prix sur la pollution. La question a donné lieu à un large éventail de réponses. Sur le fond, beaucoup ont dit qu'il devrait s'agir de réduire les émissions et de combattre les changements climatiques. Les participants étaient d'avis que l'objectif devrait être de modifier les comportements et d'amener tout le monde à faire sa part, ce qui impliquait la sensibilisation du public, l'adoption de normes en vue de responsabiliser les entreprises, le développement de nouvelles technologies et sources d'énergie vertes, et la transition de l'économie. Ces types de commentaires ont suscité l'adhésion générale dans la plupart des groupes. Il y a cependant eu quelques avis divergents. Certains participants ont réaffirmé leur position contre la politique, qu'ils ont qualifiée tantôt de ponction fiscale, tantôt de mesure inutile ou inefficace.

Lorsqu'on leur a demandé explicitement si cette politique leur semblait susceptible de réduire les émissions globales de carbone au Canada, les participants ont eu des réponses variées. Certains avaient bon espoir que oui, tout en reconnaissant que l'entreprise serait ardue; la plupart avaient l'impression qu'elle exigerait du temps et de profonds changements de comportement ainsi que de grands progrès technologiques et des ressources financières considérables. D'autres étaient plus sceptiques, essentiellement pour les mêmes raisons. De leur point de vue, le soutien du public, la technologie et la volonté des entreprises sont actuellement inadéquats. D'autres encore hésitaient à se prononcer, étant peu renseignés sur la question, ou voulaient avoir plus de preuves de la faisabilité du plan du gouvernement. Quelques participants croyaient cette politique vouée à l'échec; cette taxe déguisée, selon eux, nuirait à l'économie et ferait augmenter les prix pour les consommateurs. D'autres estimaient au contraire que la politique n'était pas assez musclée et qu'il fallait hausser la tarification

pour obtenir les réductions d'émissions voulues. Enfin, certains ont considéré qu'elle représentait un bon début et permettrait à tout le moins de stabiliser les émissions.

La plupart des participants étaient d'accord pour dire que le public manque d'information sur cette initiative et a besoin de conseils, d'outils et d'aide pour effectuer les changements de comportement nécessaires à une réduction globale des émissions. La plupart ont également convenu qu'il faut surveiller et encadrer l'industrie afin qu'elle passe à l'action.

Zéro émission nette (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

On a fourni aux participants quelques éclaircissements sur l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre un objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050. On leur a mentionné les initiatives prévues à ce titre, à savoir la tarification de la pollution par le carbone à l'échelle nationale, l'élimination progressive de l'électricité produite par les centrales au charbon, la réduction des émissions des véhicules et des camions ainsi que la diminution du méthane provenant du secteur pétrolier et gazier.

Très peu de participants avaient entendu parler de l'engagement et la plupart ne connaissaient pas le concept de « niveau zéro émission nette ». Lorsqu'on leur a demandé ce que zéro émission nette signifie selon eux, bon nombre des participants présumaient que cela signifie aucune émission. Seuls quelques-uns comprenaient que le terme « zéro émission nette » indique que les émissions totales sont compensées ou réduites par des mesures, de manière à être nulles.

Par souci de clarté, la description suivante a été fournie :

« Le terme « zéro émission nette » signifie que les émissions totales de GES du Canada seront compensées par des mesures qui retireront de l'atmosphère une quantité équivalente d'émissions. Ces mesures pourraient comprendre planter de nouveaux arbres, capter et stocker le carbone, l'achat de crédits de carbone, etc. »

On a demandé aux participants si le délai de 30 ans fixé pour réaliser cet objectif d'émissions de carbone nettes nulles était raisonnable. Les avis étaient partagés. Quelques-uns étaient incertains. Certains pensaient qu'il était trop court, tandis que d'autres le jugeaient trop long, en raison de l'urgence de la lutte contre les changements climatiques. Invités à dire s'ils pensaient qu'il est possible pour le Canada d'atteindre cet objectif d'ici 2050, les participants avaient de nouveau des avis partagés.

Parmi les sceptiques, plusieurs ont souligné les débats incessants et les divergences à propos des objectifs et les moyens employés pour réduire les émissions de carbone. Ils étaient d'avis que la population résiste au changement et ne dispose pas des outils et des renseignements nécessaires pour soutenir ses efforts. Ces participants ont souligné les coûts économiques, la dépendance au pétrole et au gaz et l'ampleur que représente ce défi pour les personnes, l'industrie et la société, dans son

ensemble. Ils étaient d'avis que l'industrie est réfractaire et peu disposée à se conformer et qu'on n'a pas encore de technologies permettant d'atteindre la cible de zéro émission nette. Certains ont mentionné le peu de progrès réalisés ou notre incapacité collective à résoudre des enjeux, qui contrairement à la réduction des émissions, bénéficient d'un large appui, comme l'amélioration de l'accès aux soins de santé. Quelques participants jugeaient que les stratégies gouvernementales à long terme sont en général irréalisables, à cause de notre système électoral.

Beaucoup de participants ne savaient tout simplement pas si l'objectif de zéro émission nette pouvait être atteint, avançant les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment. Certains estimaient que c'était possible, si chacun de nous collabore et y met du sien, mais peu probable qu'on y arrive sans changement en profondeur des comportements et des attitudes.

Certains étaient plus optimistes. Selon eux, les changements de comportement et d'attitude avaient commencé et la plupart avaient accepté la nécessité de réduire les émissions de carbone et d'amorcer un virage économique. Ils avaient l'impression que le public exerçait une pression sur l'industrie, qui avait déjà entrepris des initiatives de réduction des émissions de carbone et fait des investissements en ce sens. D'autres participants ont abordé les avantages engendrés par l'adoption de nouvelles technologies et le passage à une économie à faibles émissions de carbone, comme le développement de nouveaux secteurs et la création d'emplois. Quelques participants se disaient emballés à l'idée qu'on poursuive une « cible ambitieuse » et qu'on se mobilise autour de cet objectif, les scientifiques, l'industrie et le gouvernement travaillant ensemble à la concrétisation d'un exploit humain. Comme ce fut le cas dans les années 1960 selon un participant, dont les propos ont été accueillis avec un certain enthousiasme, quand on cherchait à envoyer des astronautes sur la Lune.

Peu importe leur opinion sur la possibilité pour le Canada d'atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050, la plupart estimaient qu'il s'agissait d'une entreprise nécessaire, qui devait bénéficier d'un appui généralisé et de l'effort concerté de tous les intervenants. Bon nombre des participants aimaient l'idée de « niveau zéro émission nette » et trouvaient cet objectif plus pratique et atteignable que le simple fait de réduire les émissions et de tenter d'atteindre les cibles sans l'application de mesures de compensation.

Invités à dire si la réduction des émissions de carbone devait avoir la priorité sur la croissance de l'économie, peu étaient de cet avis. On comptait un ou deux participants dans chaque groupe d'accord avec cet énoncé, tandis que dans quelques groupes, notamment ceux des hommes à Winnipeg et à Trois-Rivières, la plupart convenaient que la protection de l'environnement est essentielle à l'économie. De nombreux participants jugeaient que nous pouvons et devons agir sur ces deux plans et que le passage de l'économie à un modèle plus écologiquement durable présenterait des avantages économiques et stimulerait les investissements dans les technologies nécessaires.

Ils en comprenaient les compromis inhérents, mais ne pensaient pas avoir à choisir entre les deux. Toutefois, d'autres participants croyaient fermement qu'il faut soutenir coûte que coûte l'économie, surtout dans le groupe d'hommes d'Edmonton et le groupe de femmes d'Abbotsford. Somme toute, ils étaient nombreux à penser que le Canada ne doit pas perdre de vue les impératifs économiques. Dans quelques groupes, les participants ont avancé que si l'économie souffre à cause des mesures prises pour réduire les émissions et que des gens perdent leur emploi et commencent à s'inquiéter à

propos de leur subsistance, nous perdrons la capacité et la volonté de nous attaquer aux problèmes environnementaux.

Perceptions à propos des effets de la transition

Invités à se prononcer à ce sujet, beaucoup de participants se disaient préoccupés par le plan visant à s'éloigner rapidement des sources d'énergie traditionnelles comme le pétrole et le gaz naturel, pour se tourner vers des sources d'énergie de remplacement comme l'énergie éolienne et solaire. Dans la plupart des groupes, les participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des effets sur l'économie, l'industrie et les emplois, surtout à Edmonton et à Sydney. De nombreux participants estimaient qu'on ne dispose pas de technologies ou de sources d'énergie de remplacement suffisamment développées pour amorcer ce virage et stimuler l'économie ou répondre aux besoins énergétiques individuels. Certains ont soulevé des préoccupations sur la compréhension incomplète ou la non-prise en compte de l'impact environnemental des sources d'énergie verte. Ils ont donné en exemple les toxines des batteries, le bruit produit par les éoliennes et le nombre d'oiseaux tués par ces appareils et les émissions liées à la construction de panneaux solaires.

D'autres craignaient que le public ne dispose pas encore des outils ou du soutien nécessaires pour entreprendre les changements qui s'imposent sans engager des coûts importants ou voir leur mode de vie considérablement perturbé. Certains ont minimisé ces inquiétudes ou les ont rejetées, affirmant que les sources d'énergie de remplacement sont tout compte fait beaucoup mieux. Selon eux, il faut s'affranchir rapidement de la dépendance au pétrole et au gaz et saisir les possibilités économiques qui peuvent s'ensuivre. Malgré les débats sur ces points, la plupart ont convenu qu'un virage économique rapide nécessite des efforts et des investissements de taille de la part de tous les acteurs ainsi qu'un soutien considérable et le leadership du gouvernement pour opérer les changements essentiels.

Quand on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par l'impact que l'abandon rapide des combustibles fossiles aurait sur leur vie et leurs collectivités, beaucoup de participants ont répondu par l'affirmative. Le plus souvent, les participants craignaient les effets sur les emplois et le coût de la vie. Beaucoup d'entre eux ont mentionné l'incidence sur les frais de chauffage et de transport du ménage. À Winnipeg, les participants ont souligné que cette situation serait particulièrement difficile pour les personnes et les collectivités vivant dans le Nord, qui doivent déjà composer avec des coûts élevés. Dans certains groupes, les participants ont mentionné le coût des véhicules électriques et le manque d'infrastructures, les dépenses à engager par les ménages pour en arriver à une meilleure efficacité énergétique de même que les nouvelles sources d'énergie et les nouveaux investissements qui s'imposent en la matière. Beaucoup de participants voulaient savoir si le gouvernement allait subventionner une partie de ces coûts et estimaient qu'il incombe au gouvernement et à l'industrie d'aider les gens à faire la transition.

Concernant les répercussions sur les collectivités, de nombreux participants avaient peur que la perturbation économique et la hausse des coûts et du chômage aient des effets négatifs généralisés, de sorte que moins d'argent serait disponible globalement pour les infrastructures, les programmes sociaux et les services gouvernementaux. À Edmonton, les participants étaient nombreux à penser que

les effets sur l'économie et les collectivités albertaines seraient désastreux. Par ailleurs, à Winnipeg, les participantes du groupe de femmes estimaient que la transition ferait particulièrement mal à l'Alberta et que cela aurait des effets négatifs sur leur propre province et les autres administrations, car elles dépendent des paiements de péréquation (qui, selon elles, provenaient de l'Alberta). À Trois-Rivières, certains craignaient que les éoliennes dénaturent le paysage et nuisent au tourisme.

On comptait dans la plupart des groupes des participants qui envisageaient sous un œil plus favorable un passage rapide à des sources d'énergie de remplacement pour lutter contre le changement climatique. Ils pensaient que ce virage favoriserait le développement de nouveaux secteurs et entreprises, l'injection de nouvelles sommes en recherche, développement et innovation, la création de nouveaux emplois et la mise au point de nouvelles technologies. Certains ont souligné que nous n'avons plus d'autre choix et qu'il est préférable de payer le prix économique du progrès que les coûts engendrés par notre inaction face à la dégradation de l'environnement et aux effets nuisibles qu'elle a sur l'économie, notre mode de vie et la santé humaine.

Changements de comportement

Interrogés à savoir s'ils seraient personnellement prêts à changer leur comportement pour aider le Canada à atteindre sa cible de zéro émission nette, ils ont été nombreux à répondre par l'affirmative, sans réserve. Quelques-uns ont affirmé qu'ils avaient déjà commencé, en se débarrassant de leur deuxième voiture, en achetant des appareils ou des voitures à haut rendement énergétique ou en diminuant autrement leur consommation d'énergie. Certains ont mentionné que le bien-être de leurs enfants et petits-enfants ou celui des générations à venir sont des facteurs de motivation importants quand il s'agit d'appuyer les efforts de réduction des émissions. La plupart des autres se sont dits prêts à faire des changements à condition que plus d'outils et de soutien soient offerts par le gouvernement, y compris des incitatifs financiers ainsi que des renseignements et des conseils sur les mesures à prendre et les avantages.

Quelques-uns ont indiqué que cela dépendait des changements nécessaires et de la possibilité de les apporter sans sacrifier leur bien-être ni celui de leurs familles. D'autres voulaient en savoir davantage sur le plan du gouvernement, pour avoir la conviction que le gouvernement atteindra les objectifs qu'il s'est fixés et que leurs efforts ne seraient pas vains. Quelques participants étaient plus réticents à faire personnellement des changements ou s'y opposaient, car ils n'avaient pas confiance en la capacité du gouvernement à atteindre ses objectifs et estimaient que le prix à payer serait trop élevé. Un petit nombre de participants pensaient que l'effort du Canada serait vain, car l'engagement d'autres pays, à commencer par les gros pollueurs, n'est pas suffisant.

Évaluation

Appelés à se prononcer sur les progrès réalisés en vue de l'atteinte de la cible de zéro émission nette, beaucoup ne savaient pas exactement comment les évaluer. Certains considéraient que cela dépassait leur entendement, tandis que d'autres étaient sceptiques quant à la possibilité d'évaluer et de surveiller efficacement les progrès. Parmi ceux ayant formulé des idées, bon nombre de participants

ont affirmé vouloir être informés des derniers progrès dans les nouvelles publiées par des sources indépendantes, qui reposent sur des données scientifiques et des études comparatives au fil du temps. Ils ont été nombreux à affirmer qu'ils ne feraient pas confiance aux données fournies par le gouvernement.

Une majorité de participants voulaient que le gouvernement pose des gestes et ils ont formulé quantité d'exemples à cet égard. Certains souhaitaient qu'un plan faisant l'objet d'un accord soit en place et que tous les ordres de gouvernement y collaborent. D'autres exigeaient un engagement de fonds dans les nouvelles technologies, l'énergie verte, le transport en commun, les infrastructures pour les véhicules électriques et d'autres formes d'efficacité énergétique. Des participants s'entendaient pour dire que le gouvernement devrait montrer l'exemple et informer le public sur les mesures qu'il prend pour réduire sa propre empreinte écologique. Quelques-uns réclamaient plus d'information « claire et concise » émanant du gouvernement sur les objectifs et les cibles, ainsi que des incitatifs pour le public et des programmes d'éducation publique bien en vue qui visent à soutenir l'objectif de réduction des émissions. Il a été question du besoin d'avoir plus de programmes de recyclage, de renforcer la réglementation de l'industrie et d'adopter des initiatives destinées à limiter ou à interdire l'utilisation du plastique.

D'autres estimaient qu'on aurait la preuve que des progrès ont été réalisés dès qu'on serait témoin ou entendrait parler de changements sociétaux profonds, y compris l'adoption à plus grande échelle de véhicules électriques et de l'énergie solaire, des investissements accrus dans l'énergie et les technologies vertes de la part de l'industrie et le passage d'un plus grand nombre d'entreprises à des modèles d'exploitation durable. Certains s'attendaient à entendre parler davantage des améliorations en matière d'environnement, y compris une réduction de la pollution, la plantation d'une plus grande quantité d'arbres et la meilleure santé des espèces sauvages et des pêcheries et moins des catastrophes, des températures en hausse et des effets négatifs sur le Nord.

Solutions fondées sur la nature (Sydney, Trois-Rivières, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Peu de participants avaient entendu parler des solutions fondées sur la nature dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Ceux qui disaient connaître ce terme avaient du mal à l'expliquer avec exactitude ou confiance, autrement qu'en faisant référence aux arbres. La plupart comprenaient ou ont saisi rapidement que les arbres purifient l'air et transforment le CO² en oxygène, de sorte qu'ils jouent le rôle de puits de carbone.

Dans un souci de clarté, on a lu les descriptions qui suivent dans tous les groupes :

Les solutions fondées sur la nature et le maintien de l'environnement naturel sont des moyens de protéger la biodiversité et d'assurer la protection des habitats fauniques, de promouvoir la résilience au climat et d'offrir des possibilités de loisirs ainsi que des opportunités économiques. Des solutions telles que de planter des arbres et de protéger les écosystèmes sont avantageuses pour tout le monde, car elles soutiennent la biodiversité et atténuent les changements climatiques.

Compte tenu de l'explication fournie, la plupart des participants aimaient l'idée de solutions fondées sur la nature et en avaient une compréhension superficielle, mais peinaient à saisir comment elles fonctionnent dans la pratique. Peu d'entre eux pouvaient pousser plus loin les exemples ou l'explication fournis. Ils étaient nombreux à être perplexes quant aux façons de les ramener à la lutte contre le changement climatique, précisément, surtout en ce qui concerne les zones humides et la biodiversité, deux exemples ayant fait l'objet d'une discussion approfondie. Même après cette discussion, la plupart des participants ne comprenaient que le rôle joué par les arbres dans la réduction des émissions de carbone dans l'air.

Cela dit, beaucoup d'entre eux estimaient que le Canada devrait investir dans les solutions fondées sur la nature dans le cadre d'un plan plus vaste de lutte contre le changement climatique. Dans l'ensemble, les participants trouvaient que cela avait du sens ou, du moins, que cela valait la peine d'essayer. L'appui envers cette idée était cependant loin d'être généralisé. Beaucoup de participants ont indiqué qu'ils avaient besoin de plus d'informations. Quelques-uns étaient préoccupés par les coûts et l'efficacité. Ils ont été nombreux à émettre une mise en garde voulant que ces solutions ne doivent pas être considérées comme des mesures de rechange aux solutions plus fondamentales et plus difficiles à appliquer, par exemple, réduire les émissions et la consommation d'énergie, adopter des sources d'énergie plus propres ou investir dans de nouvelles technologies.

Mine Frontier (Trois-Rivières, Windsor, Edmonton)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant. On leur a fourni la description qui suit avant de leur demander ce qu'ils en pensaient :

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à 7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait ainsi compromettre la capacité du Canada à respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution.

En fonction de la description figurant ci-dessus, on a demandé aux participants si le gouvernement fédéral devait consentir à ce projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter son impact environnemental.

Les avis étaient partagés. Les participants de Trois-Rivières s'opposaient largement au projet, tandis que ceux de Windsor s'en méfiaient, beaucoup se sont montrés indécis et la plupart ont donné leur accord avec réticence, à condition que des engagements et autres garanties soient en place. L'ensemble des participants à Edmonton ont manifesté leur appui à l'égard du projet (cependant, toutes les femmes ont établi des conditions et la plupart des hommes ont affirmé que le gouvernement devait aller de l'avant, quoi qu'il advienne). En général, les participants étaient nombreux à affirmer que le gouvernement devrait approuver le projet. Les avantages économiques et les emplois figuraient parmi les raisons évoquées. Bon nombre croyaient qu'il serait possible de concilier les intérêts économiques et environnementaux, moyennant des efforts et une surveillance appropriés.

Chez les nombreux participants ayant manifesté leur appui envers le projet, la plupart pensaient que le projet devrait aller de l'avant seulement si des garanties sont fournies par la compagnie et que des règlements de sécurité stricts sont en place et que le gouvernement en surveille l'application. Certains ont manifesté du cynisme à l'idée de faire confiance à l'industrie et la laisser se surveiller elle-même, en particulier à Windsor. Les participants se sont dits préoccupés non seulement par les émissions de GES, mais aussi par la sécurité, dans l'ensemble, notamment en ce qui a trait à la contamination de l'eau et des sols. Ils étaient nombreux à penser qu'il faudrait obliger l'entreprise à investir dans des technologies visant à réduire les émissions de GES produites par le projet ou, aux dires de certains, à les compenser, afin d'atteindre un « niveau zéro émission nette ». Beaucoup de participants étaient d'avis que l'entreprise devrait faire les investissements visant à atténuer les effets négatifs et que le gouvernement devrait s'en tenir à un rôle de surveillance.

Parmi ceux qui se sont dits contre le projet ou indécis, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, considéré comme contre-productif et contradictoire, compte tenu de l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES. À Trois-Rivières, certains ont avancé que si c'est une question d'emplois, les gens devraient déménager dans les régions ayant un besoin de main-d'œuvre, comme la leur, et qu'il serait préférable d'investir et de créer des emplois dans les secteurs d'activités et technologies durables qui apportent des solutions pour lutter contre la pollution.

Après avoir informé les participants que certains experts mettaient en doute le fait que la mine soit en mesure de générer des revenus suffisants pour justifier les coûts de sa construction, on leur a demandé si cela avait une incidence sur leur point de vue au sujet de la construction de la mine. Certains ont répondu par l'affirmative, ce qui a soulevé de vives préoccupations, surtout à Windsor, et entraîné un mouvement de recul d'autres participants qui ont rappelé qu'on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve, surtout en ce qui concerne le prix du pétrole. Beaucoup de participants d'Edmonton étaient d'avis que l'entreprise n'irait pas de l'avant avec le projet s'il n'était pas rentable.

Lorsqu'on leur a demandé s'il est possible pour le gouvernement de réduire les émissions et de protéger l'environnement, d'une part, et d'approuver ce projet, d'autre part, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. La clé, selon eux, est un « juste équilibre ». Plusieurs pensaient que les coûts environnementaux de ce projet pourraient être compensés par certaines mesures, comme le fait d'investir dans des énergies renouvelables, de financer des initiatives écologiques, de planter des

arbres et de faire payer l'industrie. Après avoir donné l'assurance aux participants que c'est en effet ce qui est prévu, certains ont déclaré avoir moins de réticence à l'égard du projet, mais souhaitaient pour la plupart que ces mesures soient payées par l'entreprise, pas par le gouvernement.

Les participants de Trois-Rivières ont fait figure d'exception. Ils étaient tous d'avis que le gouvernement fédéral ne serait pas en mesure de protéger l'environnement s'il approuvait cette mine. Même ceux qui avaient manifesté leur appui à la mine considéraient qu'il s'agissait d'un compromis. La majorité des participants jugeaient que l'approbation de la mine serait très dommageable pour l'environnement et lancerait le message que le gouvernement ne s'engage pas à réduire les émissions.

Mot-symbole Canada (Sydney, Winnipeg, Abbotsford)

On a demandé aux participants comment ils savaient que des communications dont ils avaient pris connaissance sur papier, sur des panneaux d'affichage, en ligne, à la télévision et à la radio provenaient du gouvernement du Canada et s'il était clair pour eux qu'ils regardaient de l'information du gouvernement du Canada.

Dans quelques groupes, la question a suscité des commentaires sur la difficulté à faire confiance à la légitimité de l'information censée émaner d'une source faisant autorité, comme le gouvernement fédéral. Beaucoup de participants ont spontanément affirmé être sensibles à la fraude, surtout en cas de communications par téléphone, par courriel et par messagerie texte. Certains participants ont mentionné les appels téléphoniques au cours desquels des arnaqueurs se font passer pour des employés de l'Agence du revenu du Canada (ARC) comme exemple de communications frauduleuses. D'autres ont affirmé qu'ils étaient plus susceptibles de faire confiance aux communications du gouvernement du Canada qu'ils recevaient par la poste et qui leur étaient livrées par Postes Canada ou qu'ils entendaient à la télévision ou à la radio.

Si ce n'est de ces inquiétudes par rapport à la fraude, la plupart des participants ont indiqué que les communications du gouvernement du Canada étaient, selon leur expérience, clairement désignées et donc reconnaissables. Beaucoup d'entre eux ont mentionné un « logo » et le drapeau, en particulier, qui figurent dans le mot-symbole. Ils ont été nombreux à dire que dans les publicités à la télévision et à la radio, la voix hors champ mentionne clairement que le gouvernement canadien est l'annonceur, certains donnant en exemple une voix féminine familière ou la phrase « Un message du gouvernement du Canada ». Outre les quelques mentions d'arnaques téléphoniques liées à l'ARC, personne n'a pu donner d'exemples de situations dans lesquelles ils se sont demandé si les communications qu'ils avaient reçues ou vues provenaient du gouvernement du Canada.

Dès qu'on leur a montré le mot-symbole « Canada », tous les participants l'ont reconnu. Certains ont mentionné la « police de caractère facile à reconnaître », et beaucoup se sont souvenus spontanément du drapeau. Tous avaient vu le symbole dans un large éventail de communications et de médias. Les

participants ont fait mention des panneaux installés devant les immeubles du gouvernement fédéral, les bases militaires et les parcs nationaux, ou dans les bureaux de Service Canada et de Postes Canada ainsi qu'aux frontières et dans les aéroports. Ils ont indiqué avoir vu le symbole dans leur passeport, sur des chèques d'assurance-emploi et déclarations de revenus et sur le site Web de l'ARC. Certains ont précisé qu'ils l'ont remarqué sur les côtés des véhicules de ministères précis, comme le Service correctionnel du Canada ou le Service canadien des forêts (de Ressources naturelles Canada), ainsi que dans les courriels et les lettres.

Les participants ont été invités à préciser ce que le symbole signifie en général. Même si certains l'associaient au pouvoir exécutif du gouvernement, la plupart ont mentionné qu'il représente le Canada et le gouvernement fédéral, en tant qu'institution. Les participants ont utilisé les termes officiel, faisant autorité, digne de confiance, important ou sérieux pour le décrire. D'autres ont dit qu'il leur faisait penser au patriotisme et à la puissance ou encore à l'obligance et à la sécurité.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le symbole signifiait pour eux personnellement, les participants ont formulé un éventail de réponses extrêmement positives et émotives. Le mot-symbole suscitait le plus souvent de la fierté et de la gratitude. Il représentait le chez-soi, « mon pays » et un sentiment d'appartenance. Beaucoup de participants l'associaient à une reconnaissance positive à l'étranger et en contexte de voyages. Les participants ont employé des adjectifs comme beau, synonyme de liberté et fort. Certains ont mentionné « le vrai Nord fort et libre » de l'hymne national du Canada. Le pacifisme et la diversité ont aussi été évoqués. Pour plusieurs, le symbole représentait la sécurité sur le plan personnel et de façon générale. Certains l'associaient à l'argent reçu du gouvernement ou, de façon plus négative, aux sommes dues à l'ARC.

La plupart pensaient que le gouvernement du Canada utilisait ce symbole dans ses communications et échanges d'informations pour indiquer clairement qu'il en est la source et que les communications sont officielles, autorisées et approuvées par lui, en plus d'être dignes de confiance et de faire autorité. Certains étaient d'avis que le symbole était utilisé pour promouvoir l'unité nationale ou pour faire connaître les activités du gouvernement fédéral et la place importante qu'il occupe dans la vie des gens.

La majorité des participants jugeaient que le gouvernement fédéral devrait utiliser ce mot-symbole dans toutes ses communications officielles, notamment devant les édifices et les immeubles du gouvernement fédéral, sur les côtés des véhicules, sur ses sites Web, dans ses publicités et dans ses bureaux, comme il le fait actuellement.

À la lumière des commentaires, il est clair que les participants font beaucoup confiance à ce mot-symbole et aux communications émanant du gouvernement fédéral dans lesquelles il figure. Toutefois, lorsqu'on les a invités à se prononcer directement sur le sujet, ils ont de nouveau soulevé leurs préoccupations par rapport à la fraude et se demandaient s'il est encore possible de faire confiance à l'information aujourd'hui, surtout celle véhiculée en ligne et dans les messages textes et courriels, à l'heure où la technologie numérique facilite la tâche aux arnaqueurs. Quelques-uns ont par ailleurs formulé des commentaires négatifs à propos de l'utilisation du symbole du Canada par les gouvernements dans le but de promouvoir des politiques et objectifs partisans, sans fournir toutefois d'exemples précis. Cela dit, la plupart des participants ont indiqué qu'en revanche, ils font confiance à



l'information officielle émanant du gouvernement du Canada lorsqu'elle est accompagnée de ce symbole.

Annexe A — Questionnaires de recrutement

**Privy Council Office
Recruiting Script — January 2020
(Dec 23 2018)**

Recruitment Specifications Summary

- Total of 12 groups
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 10 participants for 8 to show
- Incentives will be \$90 per person
- Groups split by gender. Ensure good mix by age (all 18+), marital status, education and income.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	LOCATION		LANG.	DATE	TIME	COMPOSITION	MODERATOR
1	Windsor	Holiday Inn Windsor Ambassador Bridge 1855 Huron Church Rd Windsor, ON M9C 2L6	English	Wed. Jan. 8 th	5:00-7:00	Women	T. Woolstencroft
2					7:30-9:30	Men	
3	Trois- Rivières	Delta Hotels by Marriott Trois Rivières Conference Centre 1620 Rue Notre-Dame Centre Trois Rivières, QC G9A 6E5	French	Thurs. Jan. 9 th	5:00-7:00	Women	M. Proulx
4					7:30-9:30	Men	
5	Sydney	Holiday Inn Sydney - Waterfront 300 Esplanade Sydney, NS B1P 1A7	English	Tues. Jan. 14 th	5:00-7:00	Women	T. Woolstencroft
6					7:30-9:30	Men	
7	Abbotsford	Best Western Plus Regency Inn & Conference Centre 32110 Marshall Rd, Abbotsford, BC V2T 1A1	English	Mon. Jan. 20 th	5:00-7:00	Women	D. Nixon
8					7:30-9:30	Men	
9	Edmonton	Trend Research Inc. 10011 80 Avenue NW Edmonton, AB T6E 1T4	English	Wed. Jan. 22 nd	5:00-7:00	Women	D. Nixon
10					7:30-9:30	Men	
11	Winnipeg	Prairie Research Associates 500 - 363 Broadway Winnipeg, MB R3C 3N9	English	Thurs. Jan. 23 rd	5:00-7:00	Women	D. Nixon
12					7:30-9:30	Men	

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE AND CONTINUE

English

French **GROUP 3 OR 4 ONLY IN TROIS RIVIERES**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television
No, none of the above

**THANK AND END
CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. Gender: **DO NOT ASK. RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE GROUP 2, 4, 6, 8, 10, 12
Female	CONTINUE GROUP 1, 3, 5, 7, 9, 11

3. In which City do you reside?

Windsor	+ FEMALE = GROUP 1 + MALE = GROUP 2
Trois- Rivières	+FRENCH + FEMALE = GROUP 3 +FRENCH + MALE = GROUP 4
Sydney	+ FEMALE = GROUP 5 + MALE = GROUP 6
Abbotsford	+ FEMALE = GROUP 7 + MALE = GROUP 8
Edmonton	+ FEMALE = GROUP 9 + MALE = GROUP 10
Winnipeg	+ FEMALE = GROUP 11 + MALE = GROUP 12
Other	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.

3a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

4. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	RECORD AND CONTINUE

25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH SUBGROUP.

5. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of eight to ten participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

6. How comfortable are you in expressing your views in public, reading written materials or looking at images projected onto a screen?

Very Comfortable

Somewhat Comfortable

Somewhat Uncomfortable

Very Uncomfortable

THANK AND END

THANK AND END

7. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.11**

8. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

9. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

10. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time, date, and location.

11. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

12. Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

13. During the discussion, you could be asked to look at materials that are pinned up on a wall and to read handouts or other materials in print. You will also be asked to actively participate in a conversation about these materials. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating in the discussion? You may also be asked to write down a few thoughts on paper. Are you comfortable writing in (English/French)?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this focus group discussion, which will take place the evening of [INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation. Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures. We will ask you to provide your explicit consent by signing a note to this effect when you arrive at the group.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

The group will be held at: [INSERT LOCATION]

We will be calling you back to verify the information given and will confirm this appointment the day before. May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

We ask that you arrive 10-15 minutes prior to the beginning of the session and identify yourself to our staff who will gladly welcome you. Please bring photo identification with you, so that we make sure only people who have been invited participate in the group. You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – janvier 2020
(23 décembre 2019)

Résumé des consignes de recrutement

- Total de 12 groupes.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de dix participants pour assurer la présence d’au moins huit personnes.
- L’incitatif sera de 90 \$ par personne.
- Groupes distincts pour les hommes et les femmes. Groupes diversifiés en fonction de l’âge (18 ans et plus), de l’état matrimonial, de l’éducation et du revenu.

N° DU GROUPE	LIEU		LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
1	Windsor	Holiday Inn Windsor Ambassador Bridge 1855 Huron Church Rd Windsor, ON M9C 2L6	Anglais	Mercredi 8 janvier	5:00-7:00	Femmes	T. Woolstencroft
2					7:30-9:30	Hommes	
3	Trois-Rivières	Delta Hotels by Marriott Trois Rivières Conference Centre 1620 Rue Notre-Dame Centre Trois Rivières, QC G9A 6E5	Français	Jeudi 9 janvier	5:00-7:00	Femmes	M. Proulx
4					7:30-9:30	Hommes	
5	Sydney	Holiday Inn Sydney - Waterfront 300 Esplanade Sydney, NS B1P 1A7	Anglais	Mardi 14 janvier	5:00-7:00	Femmes	T. Woolstencroft
6					7:30-9:30	Hommes	
7	Abbotsford	Best Western Plus Regency Inn & Conference Centre 32110 Marshall Rd, Abbotsford, BC V2T 1A1	Anglais	Lundi 20 janvier	5:00-7:00	Femmes	D. Nixon
8					7:30-9:30	Hommes	
9	Edmonton	Trend Research Inc. 10011 80 Avenue NW Edmonton, AB T6E 1T4	Anglais	Mercredi 22 janvier	5:00-7:00	Femmes	D. Nixon
10					7:30-9:30	Hommes	
11	Winnipeg	Prairie Research Associates 500 - 363 Broadway Winnipeg, MB R3C 3N9	Anglais	Jeudi 23 janvier	5:00-7:00	Femmes	D. Nixon
12					7:30-9:30	Hommes	

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, mon nom est **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous appelle du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais

Français **GRUPE 3 OU 4 SEULEMENT À TROIS-RIVIÈRES**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion en vue d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

- | | |
|--|------------------------------|
| Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial | REMERCIER ET CONCLURE |
| Un parti politique | REMERCIER ET CONCLURE |
| Dans les relations publiques ou les relations avec les médias | REMERCIER ET CONCLURE |
| Dans le milieu de la radio ou de la télévision | REMERCIER ET CONCLURE |
| Non, aucune de ces réponses | CONTINUER |

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Sexe : **NE PAS DEMANDER. NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	CONTINUER GROUPES 2, 4, 6, 8, 10, 12
Femme	CONTINUER GROUPES 1, 3, 5, 7, 9, 11

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

Windsor	+ FEMME = GROUPE 1 + HOMME = GROUPE 2
Trois- Rivières	+ FRANÇAIS + FEMME = GROUPE 3 + FRANÇAIS + HOMME = GROUPE 4
Sydney	+ FEMME = GROUPE 5 + HOMME = GROUPE 6
Abbotsford	+ FEMME = GROUPE 7 + HOMME = GROUPE 8
Edmonton	+ FEMME = GROUPE 9 + HOMME = GROUPE 10
Winnipeg	+ FEMME = GROUPE 11 + HOMME = GROUPE 12
Other	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	NOTER L'ÂGE ET CONTINUER
25 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE SOUS-GROUPE

5. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de huit à dix participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

6. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise pour exprimer votre opinion en public, lire des documents, ou regarder des images projetées sur un écran ?

Très à l'aise

Assez à l'aise

Assez mal à l'aise

Très mal à l'aise

REMERCIER ET CONCLURE

REMERCIER ET CONCLURE

7. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.11**

8. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

9. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

10. Et sur quels sujets portaient-ils ?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES :

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure, la date et le lieu.

11. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

12. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage — c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir examiner du matériel affiché au mur et lire de la documentation imprimée. On vous demandera également de participer activement aux discussions portant sur ce matériel. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion ? On pourrait aussi vous demander de noter quelques réflexions sur papier. Êtes-vous à l'aise pour écrire (en français/en anglais) ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion, qui aura lieu le [DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]. La rencontre durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous avez donné votre consentement à ces modalités. Nous vous demanderons de nous donner votre consentement explicite en signant une confirmation à cet effet à votre arrivée dans le groupe.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Le groupe de discussion aura lieu à : [DONNER L'ADRESSE]

Nous vous rappellerons la veille de la rencontre pour confirmer le rendez-vous et les renseignements fournis. Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse Courriel :

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir vous présenter pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver une personne pour vous remplacer.

Nous vous prions d'être sur les lieux au moins dix à quinze minutes avant le début de la rencontre et de vous présenter à notre personnel, qui se fera un plaisir de vous accueillir. Veuillez apporter une pièce d'identité avec photo ; cela nous permettra de vérifier que seules les personnes invitées participent au groupe. Il est possible que vous deviez revoir du matériel durant le cours de la discussion. Si vous nécessitez des lunettes, veuillez les apporter à la discussion.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B — Guides de discussion

MODERATOR'S GUIDE – January 2020

INTRODUCTION (10 minutes) ALL LOCATIONS

GC NEWS (5 minutes) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada lately?

PROMPT AS NEEDED:

- Have you seen, read or heard anything about the plane crash in Iran?
 - Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
 - Do you think the government has responded appropriately?
 - What else, if anything, should the Government of Canada be doing to address the situation?

GC PRIORITIES (20 minutes) ASK IN WINDSOR, TROIS-RIVIERES, SYDNEY

- IF NOT RAISED IN GC NEWS: Have you heard, read or seen anything about the recent Throne Speech outlining the priorities of the federal government for the new Parliament?
- Based on what you may have seen, read or heard recently, what do you think **will be** the top priorities of the Government of Canada over the next year or two?
 - **MODERATOR TO ASK EVEN IF UNAWARE OF THRONE SPEECH/UNABLE TO IDENTIFY TOP PRIORITIES:** What do you think **should be** the top priority of the Government of Canada?

HANDOUT:

- The following is a list of priorities that the Government of Canada pledged to implement in the recent Throne Speech on December 5th. I want you to circle the three that are the most important to you personally and put an 'x' beside anything on the list that you think the Government of Canada should not do.
 - Banning all assault rifles in Canada
 - Conserving and protecting 25% of Canada's land and 25% of Canada's oceans by 2025
 - Eliminate all long-term drinking water advisories on First Nations reserves by 2021
 - Ensuring every Canadian has access to a family doctor.
 - Implementing a price on pollution on every province that refuses to implement their own
 - Implementing a universal Pharmacare program to reduce the cost of prescriptions
 - Increasing the federal minimum wage to \$15/hour

- Lowering taxes for the middle class
 - Planting 2 billion trees in Canada to clean the air
 - Reducing Canada's greenhouse gas emissions to net-zero by 2050
 - Reducing the cost of cellphone bills by 25%
- **HAVE EACH RESPONDENT LIST THEIR CIRCLED OPTIONS AND EXPLAIN WHY THEY CHOSE THE ONE THEY CONSIDER TO BE THE MOST IMPORTANT TO THEM. ASK PARTICIPANTS TO PUT AN * BESIDE THEIR MOST IMPORTANT ONE**
 - Did any of you put an 'x' beside a priority that you thought the Government of Canada should not do? Why?
 - Generally speaking, do you think the Government will be able to complete all of these priorities in the next few years?
 - Which priorities, if any, do you think it will be difficult for the government to complete? Why?
 - Thinking back to the item that you chose as the most important to you, how will you evaluate whether the Government is taking action to complete the priority? What specific steps or actions would reassure you that the Government is working towards achieving this goal/priority?

LOCAL CHALLENGES (15 minutes) ASK IN WINDSOR, TROIS-RIVIERES, SYDNEY

- What are the most important local issues in [LOCATION] **LIST ON WHITE BOARD**
- **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- And what does [LOCATION] need in terms of infrastructure?
- What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact on [LOCATION]?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on [LOCATION]?
- What changes have you seen in [LOCATION] over the last 5-10 years?
- And, what, if any, has been the impact of those changes?
 - **PROBE FOR:** impact on economy, socio-cultural, etc.

CARBON PRICING (30 minutes) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the environment lately?
 - And have you seen, read or heard about anything related to the Government of Canada and the environment recently?

- Has anyone heard about the Government of Canada introducing a national price on pollution?
 - What have you heard?
 - Can you explain to me how the price on pollution is collected? What happens to the revenue?
 - Some people refer to this as a “carbon tax”. Have you heard this term before?
 - Is there anything else you’ve heard about the carbon tax?

CLARIFY AS NEEDED:

In 2016 the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard. In the five provinces that currently do not meet this standard – Ontario, Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick*, and Alberta – the federal pricing system is currently in place. The Government of Canada has conducted annual carbon pricing benchmark assessments and has found that British Columbia, Quebec, Nova Scotia and the Northwest Territories all have carbon pollution pricing systems of their own that fully meet the federal benchmark stringency requirements for 2020.

All proceeds collected from the federal system in [PROVINCE] will stay in [PROVINCE] – 90% will be returned directly to residents in the form of an incentive payment, with a typical household receiving about (ON: \$448; MB: \$486; SK: \$809; AB: \$888). Individuals will be able to claim these amounts through their 2019 personal income tax returns. 10% will go to small businesses, hospitals, and schools.

BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR:

➤ The federal carbon pollution pricing system puts a price on every tonne of carbon dioxide equivalents produced, and is made of two parts:

1. a trading system for large industry, known as the output-based pricing system; and
2. a regulatory charge on fuel

- The government expects that although the price on pollution does not apply directly to individuals, some costs will be passed on to consumers through things like increases in the price of heating or electricity.
- For most families (in these 5 provinces), the value of the incentive will be higher than the costs associated with the price on pollution.
- The * indicates that for New Brunswick, the federal fuel charge is set to stand down as of April 1, 2020.

HANDOUT: Now that you have heard a bit about the goals and implementation of this policy, I'm going to give you a handout that has some potential names or phrases that could be used to describe it. I want you to put a #1 beside the name you like the best, a #2 beside your second choice and an 'x' beside any names that you dislike for this policy.

- Carbon Pricing
- Carbon Tax
- Putting a Price on Pollution
- Taxing Big Polluters
- Penalizing Those Who Pollute More
- Taxing Pollution
- Raising Taxes on Companies With High Carbon Emissions

Have each participant read out their first choice and say why they chose that option.

- Were there any names or phrases that you put an 'x' beside?
- What do you think should be the main goal of a strategy that puts a price on pollution? Why?
- Do you feel like this policy is likely to reduce Canada's overall carbon emissions? Why or why not?

NET-ZERO 2050 (15 minutes) ALL LOCATIONS

I would now like to discuss a little more about Canada's commitment to reducing carbon emissions.

READ TO PARTICIPANTS:

In December 2019, Canada committed to a goal of net-zero carbon emissions by 2050. Actions would include: a national price on carbon pollution, phasing-out of coal-fired electricity, cutting emissions from vehicles and trucks, and reducing methane from the oil and gas sector.

What do you think net-zero means?

- Does it mean no emissions?

CLARIFY AS NEEDED

Net-zero means Canada's total GHG emissions are balanced by actions that remove an equivalent amount of emissions from the air. Such actions could include planting new trees, carbon capture and storage, buying carbon credits, etc.

- Canada has committed to achieving this goal in 30 years. Do you feel this is an appropriate amount of time?

- (Show of hands) Do you think it is possible for Canada to achieve this goal by 2050?
- Why or why not?
- Should the reduction of carbon emissions take priority over the growth of the economy?
 - Why or why not?
- What concerns do you have about Canada's plan to move swiftly away from traditional energy sources such as oil/natural gas to alternative energy sources such as wind and solar?
- Will this have any impact in your life? How?
- Will this have any impact in your community? How?
- (Show of hands) Would you personally be willing to change your behavior to help Canada achieve this goal?
 - Why or why not?
- How would you be able to tell whether Canada is on track to reach the net zero goal? Why/why not?

NATURE-BASED SOLUTIONS (15 minutes) ALL LOCATIONS

- Have you heard of the term *nature-based solution* in the context of fighting climate change?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED

Nature-based solutions and maintaining natural environment are ways to protect biodiversity and provide wildlife habitat protection, promote climate resilience and provide leisure and economic opportunities. Solutions such as planting trees and protecting ecosystems are a win-win as they support biodiversity and mitigate climate change.

- Can you name any ways that nature-based solutions help to us to adapt to - or mitigate the effects of - climate change?
 - What role do forests and trees play in combatting climate change? Probe for: absorbed Co2, stop erosion
 - What role do wetlands play in flooding? Probe for: absorb excess water in spring floods
 - What role does biodiversity play in agriculture? Probe for: bees pollinate, biodiversity gives balance to ecosystems

- (Show of hands) Do you think the country should be investing more in nature-based solutions that help fight climate change?
 - Why or why not?

WESTERN ISSUES (20 minutes) ASK IN ABBOTSFORD, EDMONTON, WINNIPEG

HANDOUT:

- I want to write down three words on a piece of paper that describe the current relationship between the Government of Canada and your province.
 - PROBE: Pick one of the words you wrote down and explain why you chose that word.
 - Overall, would you say the Government of Canada treats your province fairly or unfairly? Why?
- What could the federal government do to demonstrate that it is in touch with the concerns of people in your province?

Next, I am going to briefly discuss several topics that have recently been topics of debate that relate to Western Canada:

- Have you seen, read or heard anything recently about the TMX pipeline project?
 - To the best of your knowledge, has construction started on the pipeline?
 - Do you think it is likely that the pipeline will be built on schedule?
- Have you heard anything about federal government Bills C-69 or C-48?

CLARIFY AS NEEDED

Bill C-69 is a recently enacted federal government law that strengthens the requirements for environmental assessments and consultations with local communities before large scale infrastructure projects can be built. While some say this law provides important protections to ensure local communities know the environmental risks of new projects and have a say in whether they go forward, others say it creates too much red tape and may slow or stop important projects, including pipelines from going forward.

Bill C-48 is also another recently enacted federal law, which prevents oil tankers from transporting large amounts of oil to and from the North Coast of BC. Some say this law will reduce the risk of oil spills in delicate marine ecosystems, while others worry it will restrict Canada's ability to export oil to markets overseas by limiting which ports can be used by oil tankers.

- Now that you have heard a bit about both laws, do either of them concern you? Why/why not?
 - What else would you want to know about these bills before deciding whether or not they are necessary? Would you like to see any specific changes to either of these regulations?

- Have you ever heard of the term ‘equalization payments’?
 - IF YES: Can you describe to me how equalization payments work?
 - Based on your knowledge of how equalization payments work, do you think the equalization system should be changed? IF YES: How so?
- Have you heard anything lately about China boycotting the Canadian canola industry?

CLARIFY AS NEEDED

China, which had previously been the largest purchaser of Canadian canola, announced they would stop buying Canadian canola products this March. The federal government has already announced financial support for farmers affected by the boycott.

- Do you think the government should make concessions to China so that China will buy our canola again, retaliate against China by imposing our own sanctions on their products, or continue to financially support farmers while trying to negotiate a solution with China that doesn’t involve concessions or retaliation?
- Out of all the issues we have talked about so far that specifically affect Western Canada, which do you think should be the top priority of the Government of Canada?

FRONTIER MINE (15 minutes) ASK IN WINDSOR, TROIS-RIVIERES AND EDMONTON

- Have you heard, read or seen anything about the proposed Frontier Mine oil sands project north of Fort McMurray?

CLARIFY AS NEEDED

The Frontier Mine, which was first proposed in 2011, would be the largest oil sands mine in history if approved by the federal government. This project could create as many as 7,500 new construction jobs in Alberta, but it would also be a major source of greenhouse gas emissions and could jeopardize Canada’s ability to meet international commitments to reduce pollution.

- Based on this, do you think the federal government should approve the project, reject the project, or approve the project only if there are commitments made by the company to ensure the environmental impact is limited?
 - If you could set conditions that you think the company should meet before proceeding with the oil sands mine, what would they be?

- Recently, based on the current price of oil, some experts have questioned whether the mine would be able to generate enough revenue to justify the costs of constructing it. If true, would this affect your opinion about whether the mine should be built?
- The federal government has made it a priority to reduce emissions and protect the environment. Do you think it is possible for the government to continue to do this and approve this project at the same time? Why or why not?
- Some have suggested that the government could off-set the environmental costs of this project by taking additional measures to clean the environment, such as planting trees, investing in renewable energy or making big emitters pay fees that would fund green initiatives. Would you feel differently about the Frontier Mine project if the federal government pledged to do some of these additional measures upon approving the project?

CANADA WORDMARK (15 minutes) ASK IN SYDNEY, ABBOTSFORD AND WINNIPEG

- When you are looking at information from the Government of Canada (either online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - *Probe:* Is it clear to you that you are looking at Government of Canada information? Why? Why not?
 - *If not, probe:* Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- What about when you *hear* information from the Government of Canada, like on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - *Probe:* where do you hear this? Radio? TV?

HANDOUT: Show the "Canada" wordmark

- Have you seen this symbol before?
- Where have you seen this symbol?
- I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to *you* personally:
 - So, first: what does this symbol mean in general? Anything else?
 - *If not mentioned, probe:* do you think that the wordmark represents the Government of Canada? Why? Why not?
 - Ok, now what does this symbol mean to *you* personally?
 - *Probe if necessary:*
 - What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?

- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications/information?
- Where do you expect to see or hear this symbol? *Where* should this wordmark be shown?
- *If TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE not mentioned yet, ask: When you see this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?*

CONCLUSION (5 minutes)

GUIDE DU MODÉRATEUR – janvier 2020

INTRODUCTION (10 minutes) TOUS LES LIEUX

NOUVELLES DU GC (5 minutes) TOUS LES LIEUX

- Ces derniers temps, qu’avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ?

SONDER SI NÉCESSAIRE :

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d’un écrasement d’avion survenu en Iran ?
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la façon dont le gouvernement du Canada a réagi ?
 - Pensez-vous que le gouvernement a réagi de manière appropriée ?
 - Le cas échéant, quoi d’autre est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour traiter la situation ?

PRIORITÉS DU GC (20 minutes) DEMANDEZ À WINDSOR, TROIS-RIVIÈRES ET SYDNEY

- SI CELA N’A PAS ÉTÉ SOULEVÉ DANS *NOUVELLES DU GC* : Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du récent discours du Trône énonçant les priorités du gouvernement fédéral pour le nouveau Parlement ?
- D’après ce que vous avez vu, lu ou entendu récemment, **quelles seront**, selon vous, les principales priorités du gouvernement du Canada au cours des deux prochaines années ?
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA LA QUESTION SUIVANTE, MÊME SI LA PERSONNE N’EST PAS AU COURANT DU DISCOURS DU TRÔNE ET MÊME SI ELLE NE PEUT PAS IDENTIFIER LES PRINCIPALES PRIORITÉS : Selon vous, quelle **devrait être** la priorité absolue du gouvernement du Canada ?

DOCUMENT À DISTRIBUER

Voici une liste des priorités que le gouvernement du Canada s’est engagé à réaliser dans le récent discours du Trône, le 5 décembre dernier. Je vous prie d’encercler les trois qui sont les plus importantes pour vous personnellement et de mettre un « x » à côté de tout élément sur la liste dont vous pensez que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire.

- Bannir toutes les armes d’assaut au Canada
- Conserver et protéger 25 % des territoires du Canada et 25 % des océans du Canada d’ici 2025
- Éliminer tous les avis sur la qualité de l’eau potable à long terme dans les réserves des Premières nations d’ici 2021
- S’assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille

- Imposer un prix sur la pollution à toutes les provinces qui refusent d'adopter leur propre mesure
 - Mettre en place un régime universel d'assurance médicaments afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance
 - Augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure
 - Réduire les impôts de la classe moyenne
 - Planter 2 milliards d'arbres au Canada pour améliorer la qualité de l'air
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada à un niveau zéro émission nette d'ici 2050
 - Réduire de 25 % le coût des factures de téléphone cellulaire
- **DEMANDEZ À CHAQUE RÉPONDANTE OU RÉPONDANT D'ÉNUMÉRER LES ÉLÉMENTS QU'ELLE OÙ QU'IL A ENCERCLÉS ET D'EXPLIQUER SON CHOIX QUANT À CELUI QUI LUI IMPORTE LE PLUS. DEMANDEZ AUX PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS DE METTRE UN « * » À CÔTÉ DE L'ÉLÉMENT QUI LEUR EST LE PLUS IMPORTANT.**
 - Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez mis un « x » à côté d'une priorité dont le gouvernement du Canada ne devrait pas s'occuper selon vous ? Pourquoi ?
 - De façon générale, pensez-vous que le gouvernement sera en mesure de réaliser toutes ces priorités au cours des quelques prochaines années ?
 - Quelles priorités, le cas échéant, croyez-vous que le gouvernement ait de la difficulté à réaliser ? Pourquoi ?
 - En réfléchissant de nouveau à l'élément que vous aviez choisi comme étant le plus important pour vous, comment allez-vous déterminer si le gouvernement prend effectivement des mesures pour réaliser cette priorité ? Quelles mesures ou actions spécifiques vous donneraient l'assurance que le gouvernement travaille à la réalisation de cet objectif ou de cette priorité ?

DÉFIS À L'ÉCHELLE LOCALE (15 minutes) DEMANDEZ À WINDSOR, TROIS-RIVIÈRES ET SYDNEY

- Quels sont les enjeux les plus importants à l'échelle locale à [LIEU] ? **ÉNUMÉREZ LES ENJEUX SUR LE TABLEAU BLANC.**
- **POUR CHACUN DES ENJEUX** : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? **EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT**
- Quelles sont les infrastructures nécessaires à [LIEU] ?
- Quelles sont les plus grandes préoccupations/quels sont les plus grands défis ? Y a-t-il autre chose qui doit être fait ?

- En pensant à tout ce qu'a fait le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, qu'est-ce qui, selon vous, aura les retombées les plus positives pour [LIEU], s'il y a lieu ?
- Le gouvernement fédéral a-t-il fait quelque chose qui, selon vous, aura des répercussions négatives sur [LIEU] ?
- Quels changements avez-vous vus à [LIEU] au cours des 5 à 10 dernières années ?
 - Et quel a été, le cas échéant, l'effet de ces changements ?
 - SONDEZ POUR : les répercussions sur l'économie, sur le plan socioculturel, etc.

LA TARIFICATION DU CARBONE (30 minutes) TOUS LES LIEUX

- Dernièrement, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement ?
 - Et récemment, avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit en ce qui a trait au gouvernement du Canada et de l'environnement ?
- Y a-t-il quelqu'un qui a entendu parler de l'introduction, par le gouvernement du Canada, d'un prix national sur la pollution ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Pouvez-vous m'expliquer comment le prix sur la pollution est perçu ? Qu'arrive-t-il aux revenus ?
 - Certaines personnes appellent cela une « taxe sur le carbone ». Avez-vous déjà entendu ce terme ?
 - Avez-vous entendu autre chose au sujet de la taxe sur le carbone ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme — l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick* et l'Alberta — le système de tarification fédéral est actuellement en place. Le gouvernement du Canada a procédé à des évaluations comparatives annuelles de la tarification du carbone et a constaté que la Colombie-Britannique, le Québec, la Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest ont tous leur propre système de tarification de la pollution par le carbone qui satisfait pleinement aux exigences de rigueur du modèle fédéral pour 2020.

Tous les produits perçus par le système fédéral en [PROVINCE] resteront en [PROVINCE] — 90 % seront remis directement aux résidents sous forme de paiement incitatif, de sorte qu'un ménage typique recevra environ (ON : 448 \$; MB : 486 \$; SK : 809 \$; AB : 888 \$). Les particuliers pourront réclamer ces montants dans leur déclaration de revenus de 2019. Dix pour cent de ces sommes iront à des petites entreprises, des hôpitaux et des écoles.

INFORMATION CONTEXTUELLE POUR LE MODÉRATEUR :

➤ Le système fédéral de tarification de la pollution par le carbone attribue un prix à chaque tonne produite d'équivalents de dioxyde de carbone, et il comprend deux volets :

1. Un système d'échange pour les grandes industries qu'on appelle le *système de tarification fondé sur le rendement* ;
2. Une redevance réglementaire sur les combustibles.

- Même si la tarification de la pollution ne s'applique pas directement aux particuliers, le gouvernement s'attend à ce que certains coûts se répercutent sur les clients, par exemple dans le cadre des augmentations du prix du chauffage ou de l'électricité.
- Pour la plupart des familles (résidant dans ces cinq provinces), la valeur de la mesure incitative sera supérieure aux coûts consécutifs aux mesures de tarification de la pollution.
- Le * indique que pour le Nouveau-Brunswick, la redevance fédérale sur le carburant sera réduite à compter du 1er avril 2020.

DOCUMENT À DISTRIBUER :

Maintenant que vous avez entendu un peu parler des objectifs et de la mise en œuvre de cette politique, je vais vous remettre un document qui contient de possibles noms ou phrases qui pourraient être utilisés pour la décrire. Je veux que vous mettiez un « 1 » à côté du nom que vous préférez, un « 2 » à côté de votre deuxième choix et un « x » à côté des noms que vous n'aimez pas pour cette politique.

- Tarification du carbone
- Taxe sur le carbone
- Mettre un prix sur la pollution
- Taxer les grands pollueurs
- Pénaliser ceux qui polluent davantage
- Taxer la pollution
- Augmenter les taxes sur les entreprises émettrices de grandes quantités de carbone

Demandez à chaque participante et participant de lire son premier choix et d'expliquer leur choix d'option.

- Y a-t-il des noms ou des expressions à côté desquels vous avez mis un « x » ?
- Selon vous, quel devrait être le principal objectif d'une stratégie qui met un prix sur la pollution ? Pourquoi ?
- Croyez-vous que cette politique soit susceptible de réduire les émissions globales de carbone au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ZÉRO ÉMISSION NETTE D'ICI 2050 (15 minutes) TOUS LES LIEUX

J'aimerais maintenant parler un peu plus de l'engagement du Canada à réduire les émissions de carbone.

À LIRE AUX PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS : En décembre 2019, le Canada s'est engagé à atteindre un objectif d'émissions de carbone nettes nulles d'ici 2050. Parmi les initiatives, on retrouve : la tarification de la pollution par le carbone à l'échelle nationale, l'élimination progressive de l'électricité produite par les centrales au charbon, la réduction des émissions des véhicules et des camions ainsi que la diminution du méthane provenant du secteur pétrolier et gazier.

- Que pensez-vous que *zéro émission nette* signifie ?
 - Est-ce que ça signifie aucune émission ?

Description : Le terme « zéro émission nette » signifie que les émissions totales de GES du Canada seront compensées par des mesures qui retireront de l'atmosphère une quantité équivalente d'émissions. Ces mesures pourraient comprendre planter de nouveaux arbres, capter et stocker le carbone, l'achat de crédits de carbone, etc.

- Le Canada s'est engagé à atteindre cet objectif dans 30 ans. Croyez-vous que ce délai soit raisonnable ?
 - (À main levée) Pensez-vous qu'il est possible pour le Canada d'atteindre cet objectif d'ici 2050 ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que la réduction des émissions de carbone devrait avoir la priorité sur la croissance de l'économie ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quelles sont vos préoccupations en ce qui concerne le plan du Canada de s'éloigner rapidement des sources d'énergie traditionnelles comme le pétrole et le gaz naturel, pour se tourner vers des sources d'énergie de remplacement comme l'énergie éolienne et solaire ?
- Est-ce que cela aura un impact sur votre vie ? Comment ?
- Est-ce que cela aura un impact dans votre communauté ? Comment ?
- (À main levée) Seriez-vous personnellement prêt à changer votre comportement pour aider le Canada à atteindre cet objectif ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Comment seriez-vous en mesure de dire si le Canada est sur la bonne voie pour atteindre la cible de zéro émission nette ? Pourquoi/pourquoi pas ?

SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (15 minutes) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX

- Avez-vous entendu parler du terme « solutions fondées sur la nature » dans le contexte de la lutte contre le changement climatique ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN : Les solutions fondées sur la nature et le maintien de l'environnement naturel sont des moyens de protéger la biodiversité et d'assurer la protection des

habitats fauniques, de promouvoir la résilience au climat et d'offrir des possibilités de loisirs ainsi que des opportunités économiques. Des solutions telles que de planter des arbres et de protéger les écosystèmes sont avantageuses pour tout le monde, car elles soutiennent la biodiversité et atténuent les changements climatiques.

- Pouvez-vous nommer des moyens par lesquels les solutions fondées sur la nature nous aident à nous adapter aux changements climatiques ou à en atténuer les effets ?
 - Quel rôle les forêts et les arbres jouent-ils dans la lutte aux changements climatiques ? Sondez pour : le Co2 absorbé, arrêter l'érosion
 - Quel rôle les zones humides jouent-elles dans les inondations ? Sondez pour : absorber l'excès d'eau lors des crues printanières
 - Quel rôle joue la biodiversité dans l'agriculture ? Sondez pour : les abeilles pollinisent, la biodiversité apporte un équilibre aux écosystèmes
- (À main levée) Pensez-vous que le pays devrait investir davantage dans des solutions fondées sur la nature qui aident à lutter contre les changements climatiques ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?

ENJEUX DE L'OUEST (20 minutes) DEMANDER À ABBOTSFORD, EDMONTON, WINNIPEG

DOCUMENT À DISTRIBUER :

- Sur une feuille de papier, je vous demanderais d'écrire trois mots qui décrivent la relation actuelle entre le gouvernement du Canada et votre province.
 - SONDER : Choisissez un des mots que vous avez écrits et veuillez m'expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot.
 - Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada traite votre province équitablement ou injustement ? Pourquoi ?
- Que pourrait faire le gouvernement fédéral afin de démontrer sa sensibilité aux préoccupations des gens de votre province ?

Maintenant, je vais discuter brièvement de plusieurs sujets qui ont récemment fait l'objet de débats et qui concernent l'Ouest canadien :

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du projet de pipeline TMX ?
 - Autant que vous sachiez, la construction du pipeline a-t-elle commencé ?
 - Selon vous, est-il probable que la construction du pipeline se réalise dans les délais prévus ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des projets de loi C-69 ou C-48 du gouvernement fédéral ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

Le projet de loi C-69, récemment adopté par le gouvernement fédéral, renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle. Alors que certaines personnes disent que cette loi accorde d'importantes protections pour assurer que les communautés locales soient au fait des risques environnementaux posés par les nouveaux projets et qu'elles aient leur mot à dire sur leur réalisation, d'autres disent qu'elle crée trop de paperasserie et qu'elle risque de ralentir ou de stopper la mise en œuvre d'importants projets, y compris des pipelines.

Le projet de loi C-48, récemment adopté par le gouvernement fédéral, empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. Certaines personnes disent que cette loi réduira le risque de déversement de pétrole dans les écosystèmes marins délicats, tandis que d'autres craignent qu'elle ne limite la capacité du Canada à exporter du pétrole vers les marchés étrangers en limitant les ports que peuvent utiliser des pétroliers.

- Maintenant que vous avez un peu entendu parler des deux lois, est-ce que l'une ou l'autre vous préoccupe ? Pourquoi ?
 - Que voudriez-vous savoir de plus au sujet de ces projets de loi, avant de décider s'ils sont nécessaires ou non ? Souhaitez-vous voir des changements bien précis à l'un ou l'autre de ces règlements ?
- Avez-vous déjà entendu parler du terme « paiements de péréquation » ?
 - SI OUI : Pouvez-vous me décrire comment fonctionnent les paiements de péréquation ?
 - Selon ce que vous savez du fonctionnement des paiements de péréquation, pensez-vous que le système de péréquation devrait être modifié ? SI OUI : De quelle façon ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet du boycottage de l'industrie canadienne du canola par la Chine ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

La Chine, qui était auparavant le plus gros acheteur de canola canadien, a annoncé qu'elle cesserait d'acheter des produits de canola canadiens dès le mois de mars. Le gouvernement fédéral a déjà annoncé une aide financière aux agriculteurs touchés par le boycottage.

- Pensez-vous que le gouvernement devrait accorder des concessions à la Chine pour que celle-ci achète de nouveau notre canola, qu'il réplique en imposant ses propres sanctions sur leurs produits, ou bien qu'il continue à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution avec la Chine qui ne comporterait ni concessions ni représailles ?

- De tous les enjeux dont nous avons discuté jusqu'à maintenant et qui touchent particulièrement l'Ouest canadien, selon vous, lequel devrait être la priorité absolue du gouvernement du Canada ?

MINE FRONTIER (15 minutes) DEMANDEZ À WINDSOR, TROIS-RIVIÈRES ET EDMONTON

- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du projet de sables bitumineux de la Mine Frontier proposé au nord de Fort McMurray ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à 7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait ainsi compromettre la capacité du Canada à respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution.

- En fonction de cela, pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait approuver le projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter l'impact environnemental ?

Si vous pouviez établir des conditions que vous estimez que l'entreprise devrait respecter avant de poursuivre l'exploitation de la mine de sables bitumineux, quelles seraient-elles ?

- Certains experts se sont récemment demandé, en fonction du prix actuel pour le pétrole, si la mine serait en mesure de générer suffisamment de revenus pour justifier les coûts de sa construction. Si cela s'avérait exact, est-ce que votre opinion sur la pertinence de construire la mine serait affectée ?
- Le gouvernement fédéral s'est donné comme priorité de réduire les émissions et de protéger l'environnement. Selon vous, est-il possible pour le gouvernement de le faire tout en approuvant ce projet ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Selon certaines personnes, le gouvernement pourrait atténuer les coûts environnementaux de ce projet en prenant des mesures supplémentaires pour assainir l'environnement, tel que planter des arbres, investir dans l'énergie renouvelable ou encore imposer aux grands émetteurs des frais qui permettraient de financer des initiatives vertes. Seriez-vous d'un avis différent, quant au projet de la Mine Frontier, si le gouvernement fédéral s'engageait à prendre certaines de ces mesures supplémentaires dès l'approbation du projet ?

MOT-SYMBOLE « CANADA » (15 minutes) DEMANDER À SYDNEY, ABBOTSFORD ET WINNIPEG

- Lorsque vous voyez de l'information émanant du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - *Sonder* : Est-il clair pour vous que vous regardez de l'information du gouvernement du Canada ? Pourquoi ?
 - *Si la réponse est non, sonder* : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous n'étiez pas certain ?
- Et lorsque vous entendez de l'information émanant du gouvernement du Canada, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - *Sonder* : Où avez-vous entendu ceci ? Radio ? Télévision ?

DOCUMENT À DISTRIBUER : Montrer le mot-symbole « Canada »

- Avez-vous déjà vu ce symbole ?
- Où avez-vous vu ce symbole ?
- J'aimerais savoir ce que ce symbole signifie en général et ce qu'il signifie pour vous personnellement.
 - Pour commencer, que signifie ce symbole en général ? Autre chose ?
 - *Si ce n'est pas mentionné, sonder* : Pensez-vous que le mot-symbole représente le Canada ? Pourquoi ?
 - Bien. Maintenant, que signifie ce symbole pour vous personnellement ?
 - *Sonder au besoin* :
 - À quoi avez-vous le plus tendance à associer ce symbole ? Quels sentiments suscite-t-il ? Pourquoi ?
 - Ce symbole représente-t-il des impressions/idées positives ou négatives ? Pourquoi ?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications/échanges d'informations ?

- Où vous attendez-vous à voir ou à entendre ce symbole ? Où ce mot-symbole devrait-il figurer ?
- *Si CONFIANCE/CRÉDIBILITÉ/CERTITUDE n'est pas mentionnée, demander : Lorsque vous voyez ce symbole, faites-vous confiance à l'information qui l'accompagne ? Êtes-vous certain que l'information est crédible ? Pourquoi ?*

CONCLUSION (5 minutes)